

FERMONT, VILLE EMMURÉE

pages 10 et 11

CE QUE DOIT MULRONEY À L'ONTARIO

Dettes

Bleu. La carte politique du pays n'est plus cette court-pointe aux couleurs mal équilibrées à laquelle on s'était habitué: tout bleu d'un côté, tout rouge de l'autre, mélangé ailleurs. Apparemment l'équilibre s'est fait. Le pouvoir bleu couvre démocratiquement toute la carte.

Apparemment! À y regarder de plus près, on se rend compte cependant que le centre du pouvoir en ce pays ne s'est pas beaucoup déplacé. Le *central Canada*, comme on dit dans l'Ouest, tire encore les ficelles. Et le *central Canada*, c'est plus que jamais l'Ontario.

Notre collaboratrice, Patricia Dumas, a parlé à Toronto avec des vieux routiers et des intimes du pouvoir ontarien. Leur conclusion: les personnes qui ont actuellement beaucoup de pouvoir en Ontario, auront le même pouvoir dans les structures fédérales. Et le vase communicant de ce pouvoir s'appelle la *big blue machine*, l'organisation électorale de Bill Davis. Brian Mulroney doit en bonne partie son élection aux hommes de cette organisation. C'est une dette, nous explique Patricia Dumas en pages 2, 3 et 4, que l'Ontario commence déjà à chiffrer. En gros chiffres.

Ailleurs aussi on fait les comptes. À Québec, on soustrait bien le pouvoir qu'on a perdu d'un côté mais on prend soin aussi d'additionner le coup de pouce péquiste que les troupes de Mulroney ont reçu dans de nombreux comtés. On place surtout, dans la colonne de l'actif, nous dit Pierre Godin, en page 5, le fait de retrouver à Ottawa des gens avec qui on a des intérêts communs: comme celui de ne pas remettre les libéraux au pouvoir.

Dans les maritimes, rapporte Achille Michaud, en page 6, pour un Peckford qui sait fort bien ce que Mulroney lui doit, on retrouve trois autres premiers ministres qui n'ont guère plus de pouvoir qu'avant mais qui sont heureux à la pensée qu'on va les écouter ou retourner leurs appels.

Et l'Ouest? On y est content, oui mais... On commence à s'y rendre compte, constate Daniel Raunet, en page 7, que le vrai pouvoir ne s'est pas déplacé vers l'Ouest et que même avec treize ministres, on n'est pas sûr de dîner à la table où les décisions se prendront.

Le sentiment d'être loin de tout, on le retrouve aussi cette semaine dans le reportage de Monique Durand, pages 10 et 11, qui revient de Fermont, cette ville du Grand Nord québécois qui fête ses dix ans. À l'heure où l'eldorado minier n'est plus ce qu'il était, Fermont survit et ne songe surtout pas à mourir.

La Rédaction

SPÉCIAL **plus** TOUT SUR SIBEC II
LE SALON INTERNATIONAL DE LA BUREAUTIQUE ET DE L'INFORMATIQUE

L'EMPIRE DES SENS

Serge Grenier



À LA TÉLÉ

TV Dinner

Au réseau PBS (la télé éducative américaine), Julia Child, femme d'esprit au corps et à l'appétit solides, réduit en pièces ce préjugé voulant que les gens d'outre-quarante-cinquième mangent mal. L'émission s'appelle «Dinner at Julia's». On la suit au marché, faisant ses emplettes, puis à la cuisine où elle règle, comme pas une, leur cas aux poissons et pièces de viande et, enfin, à la salle à manger où une dizaine de convives célèbres sa maestria. Deux invités: l'un prépare le dessert, l'autre choisit les vins. L'ingrédient suprême: son humour qui nous fait réaliser que Jehane Benoît, toute bonne cuisinière qu'elle ait pu être lorsqu'elle officiait à la télé, était amusante comme une chaîne de trottoir.

SPECTACLES

Maisons de la culture

Comme les doigts d'une main: Côte-des-Neiges, Ville-Emard, Maisonneuve, Plateau Mont-Royal et la plus récente, Notre-Dame-de-Grâce. Chansons, musique, danse, expositions, le service des activités culturelles de Montréal en met plein la vue et les oreilles, au point d'être devenu l'un des plus dynamiques impresarios en ville. À titre d'exemple, à la maison de la culture de Maisonneuve, 4120 est, rue Ontario, une exposition intitulée «Les grands photographes français»: sept artistes dont Robert Doisneau, Jeanloup Sieff, Jean-Pierre Sudre et Jacques-Henri Lartigue. À noter que toutes les activités des maisons de la culture sont gratuites.

LITTÉRATURE

Payée pour lire

C'est elle-même — Denise Bombardier — qui le dit: être payée pour lire, ah la belle vie! Retournée à ses amours, elle anime une nouvelle émission appelée «Entre les lignes». Denise Bombardier ou la passion sobre. Une émission qui va au dimanche après-midi comme une mule à un

pied de pape. Denise choisit les mots des autres et choisit les siens; l'autre jour, elle a glissé un «superfétatoire» du plus bel effet. C'était pendant une interview de Monique Larouche-Thibault, auteure d'un premier roman appelé «Quelle douleur!». Une entrevue qui donnait le goût féroce de lire le livre. Que demander de plus à une émission littéraire?

RESTAURANT

Les délices de Delhi

Sitars, sarods, tablas et tanpuras jouent des ragas ensorcelants. Le poulet a mariné vingt-quatre heures dans l'huile, l'ail, le citron, le yaourt, le cumin, le gingembre, le cayenne, le curcuma et s'est fait tandoori. Une soupe muligatawny, un curry d'agneau, du riz et des crevettes qui chauffent la gueule. Mais pourquoi donc Gandhi était-il si maigre? Pour une poignée de roupies on dine fort bien au Star of India, rue Sainte-Catherine ouest. Et que Vishnou vous bénisse!

JOURNAL

E.D. le backbencher

Pensée de la semaine: Il n'y a pas de honte à être backbencher. Ça en prend. J'en prends tous les jours. Je peux faire taper toutes les lettres que je veux par ma secrétaire et j'ai même pas besoin de timbres. C'est gratis. J'ai rien qu'à signer. C'est comme le téléphone. Ça me coûte rien d'interurbain: on a une ligne directe. Tonight, phone home. Lundi. Mes cours chez Berlitz vont très bien et ce ne sont pas les occasions de pratiquer mon anglais qui manquent. Mardi. J'ai voulu aller voir mon siège à la Chambre des communes, mais ils n'ont jamais voulu me laisser entrer. J'ai dit à l'agent de sécurité: «I want to see my seat at the Room of the Commons. I am a member. Je suis un membre.» Je vais le dire à Roch. Mercredi. J'ai pas mangé à mon goût aujourd'hui au restaurant du Parlement. Je commande une escalope, en anglais, pis le waiter m'apporte des pétoncles. Jeudi. Ma secrétaire est française mais sa machine à écrire est anglaise. Des accents aigus à la main, c'est long. Vendredi. La semaine de quatre jours, je suis pour.

LA MAGIE DE LA «BIG BLUE MACHINE»

Entre Toronto et Ottawa désormais, c'est l'osmose politique complète



Patricia Dumas



Les mêmes personnes, le même pouvoir

«Les mêmes personnes qui ont beaucoup de pouvoir dans les structures gouvernementales en Ontario auront un pouvoir similaire dans les structures fédérales», explique un intime du pouvoir ontarien.

Le «cabinet politique» de Bill Davis compte aussi comme convives indispensables du mardi matin, le trésorier de la province Lany Grossman, le procureur général Roy McMurtry qui est aussi un des créateurs de la BBM et un ami intime de Mulroney, le président ontarien du parti et peut-être une demi-douzaine d'autres personnes choisies selon l'ordre du jour ou selon les bonnes grâces du PM.

Atkins, lui, n'a de titre officiel que pendant les campagnes électorales. Le reste du temps, il est tout simplement président de la firme Camp Associates Advertising Ltd, de Toronto. «Maintenant, il aura pour toujours l'oreille du premier ministre du pays», explique l'intime. «Il aura beaucoup de pouvoir à Ottawa, à moins qu'il en décide autrement. Et même s'il n'a pas de titre ou de rôle officiels, comme ce sera sans doute le cas, personne ne se retrouvera dans la structure politique du parti à Ottawa sans avoir reçu la bénédiction d'Atkins, je peux vous l'assurer.»

Norm Atkins a acquis ses premiers gallons au début des années 70, le lendemain du jour où Bill Davis était nommé leader de son parti en Ontario. M. Davis l'avait alors convoqué à une rencontre secrète pour lui demander de prendre en main l'organisation du parti, même si, au cours du con-

grès au leadership, Atkins avait appuyé son principal rival. Ce fut une décision stratégique très importante. Les talents exceptionnels d'organisateur de Norm Atkins ont permis au gouvernement de conserver le pouvoir malgré les crises économique et constitutionnelle et malgré les transformations démographiques profondes qui ont complètement changé l'Ontario ces quinze dernières années. En faisant appel à lui, Brian Mulroney savait donc qu'il faisait affaire avec le meilleur professionnel de la politique au Canada. Il savait également que Joe Clark avait refusé les services de cet alchimiste moderne et que ce geste lui avait été coûté fort cher.

Un homme aimable

Malgré son pouvoir, Norm Atkins a la réputation d'être un homme particulièrement aimable et aimé. «Si ce n'était de son extraordinaire efficacité, on pourrait dire que c'est un mou avec ses ennemis», explique un membre du parti. «Il considère qu'on ne fait pas de millage à s'acharner sur ses adversaires. Il n'a rien d'un dur.»

Si l'on en juge par les opérations à Toronto, Atkins a le don de se rallier ses adversaires plutôt que d'en faire des martyrs. Il est fondamentalement contre toute publicité négative et ce principe se reflète dans toute son organisation. Tous les candidats conservateurs, au cours de la dernière élection fédérale, ont reçu des directives qui soulignaient ce principe de base. Dans leur dossier sur les relations avec les médias, les candidats avaient sept points à suivre dont un se lisait comme suit: «S'il y a de la controverse au sujet de

La BBM d'Atkins: les relations humaines sur ordinateur

dira, confie un intime, comme il l'a toujours fait, comment les gens réagiront à certaines décisions politiques, si celles-ci seront mal venues ou non et quelles sont les humeurs du public à tout moment».

Le système de sondage de la BBM, c'est un autre des redoutables et presque mythiques engins mis au point par les hommes d'Atkins. La nécessité des sondages fut ressentie en 1975 et 1977 alors que les conservateurs se sont retrouvés avec des gouvernements minoritaires pour la première fois en 32 ans. C'est alors qu'Allan Gregg fit son entrée en scène.

Un conservateur hippie

Gregg est un jeune homme à l'allure tout à fait hippie avec ses cheveux longs et son oreille percée. Même son habit rayé ne lui donne pas l'air conservateur. Mais, entre 1976 et 1978, il a développé une méthode de sondage tout à fait exceptionnelle qui a permis aux conservateurs ontariens de regagner une majorité éclatante en 1981 après tout un terme très productif en situation minoritaire. Le PC avait trouvé le magicien qui savait lire dans le cœur des gens.

Grâce à un système très sophistiqué d'informatique, Gregg a effectué une série d'analyses des motivations, des attitudes et des comportements de la population en général de même que des agissements des grandes sociétés, du comportement des preneurs de décisions et de la clientèle de la presse écrite. On dit qu'il est le premier à avoir entrepris des analyses de cette envergure au Canada.

Il avait auparavant fait d'importantes recherches sur les liens entre les attitudes des leaders d'opinion et le public.

De 1976 à 1978, il a développé et coordonné la mise sur pied du premier «système intégré maison» de sondages à être utilisé par un parti politique au Canada. Durant cette période, il a effectué plus d'une cinquantaine de projets de recherche sur l'efficacité des médias au niveau national, régional et local. À partir de ce système intégré maison, il a développé un système d'informatique maison qui donnait au parti conservateur son propre système informatique lui permettant d'acheter des données à d'autres systèmes. Cet outil s'est avéré une mine d'or pendant la dernière campagne électorale. Pour la première fois on pouvait l'appliquer à tout le pays. Chaque candidat pouvait avoir un terminal qui le liait à l'organisation centrale qui lui fournissait des listes continuellement à jour de ses électeurs, avec leur adresse, leurs numéros de téléphone, le nombre de fois et la façon dont ils avaient été approchés. Ce système permettait également d'obtenir des informations sur les intentions de vote dans chaque bureau de scrutin et de savoir quels étaient les désirs et les préoccupations des

électeurs dans chaque quartier. À partir de là, le candidat pouvait diriger ses efforts dans les quartiers jugés les plus difficiles à gagner.

«Un tout nouveau bâton»

Le système contient également une liste exhaustive et toujours remise à jour des leaders dans les communautés et dans tous les secteurs professionnels et financiers du pays. Ces listes ont été dressées grâce à une consultation soutenue auprès des membres de ces communautés ou de ces secteurs. Ces leaders reçoivent des lettres personnalisées du chef du parti qui leur demande leur opinion sur les sujets qui les intéressent. L'ordinateur permet de vérifier la réaction à ces lettres et de déterminer à quel moment il faudra faire un suivi pour démontrer la sincérité de l'approche. Le suivi se fait généralement par un appel personnel en provenance du bureau du chef du parti. Ce genre de contacts a créé des réactions particulièrement positives chez beaucoup de gens qui ne croyaient plus qu'il était possible d'avoir accès aux structures du pouvoir.

Finalement, ce système permet à quiconque y a accès d'obtenir, grâce à une petite manœuvre de clavier, les politiques officielles du

parti sur toutes les questions du jour, l'itinéraire du chef et des vedettes du parti, aussi bien que les détails du porte-à-porte dans chaque quartier. Plus de duplication ou de confusion. En plus, des discours écrits par les experts peuvent être acheminés en un rien de temps.

Cette énorme machine, aux ramifications sans fin, est doucement devenue vraiment nationale. Elle a fonctionné sans faille parce qu'elle avait été bien rodée à des niveaux moins spectaculaires. C'est elle qui a assuré des majorités écrasantes en Ontario, en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve au cours des trois ou quatre dernières années. Elle ne réussira peut-être pas à conserver longtemps son avance parce que les autres partis peuvent tout aussi bien développer un système similaire. Mais en attendant, «on est comme le frappeur qui a développé un tout nouveau bâton. On a l'avantage», déclare en souriant un vieux routier. Il ajoute, pour se vanter, que Gregg ne s'était trompé que de deux sièges sur le résultat final des élections fédérales.

On raconte qu'à la fin de l'hiver dernier, alors que toute l'attention était rivée sur la course au leadership libéral, Allan Gregg a effectué un sondage au Québec qui donnait

→ certaines questions ou de certaines personnalités, évitez tout conflit. Présentez clairement votre position. Ne cherchez pas à débattre la question ou à trouver des terrains d'entente... Et bonne chance!»

C'est son talent très particulier d'établir des bonnes relations humaines qui est à la base de la «big blue machine». En 1971, Atkins passait dans le camp Davis avec le meilleur réseau de contacts politiques dans la province et une méthode de publicité toute nouvelle en Ontario qui était basée sur les techniques de campagnes télévisées américaines encore inédites au Canada.

Le flair et le pragmatisme

Le style Atkins, c'est celui de Davis et ce sera sans doute aussi celui de Brian Mulroney. «En Ontario, explique Hugh Segal, un des principaux organisateurs de la BBM, le gouvernement, même s'il est conservateur, a toujours recherché un consensus centriste et modéré sans se laisser écraser par des idéologies politiques... Davis a su conserver la modération au sein de son parti, de son gouvernement, de son conseil exécutif et de son caucus, en étant un pragmatique qui prend ses décisions selon les besoins et les aspirations réelles de la société... Mulroney, tout en ayant ses propres priorités, suivra sans doute la même approche».

Et c'est là que Norm Atkins, le greffier du conseil du «cabinet politique», entre en jeu. Grâce à son système de sondage, à son réseau politique et à son flair, «il nous



50 sièges à M. Mulroney. Les résultats ont semblé si surprenants à la direction du parti conservateur fédéral qu'elle a refusé de les accepter comme valables et a demandé à Gregg de refaire son sondage. Le deuxième sondage produisit les mêmes résultats. C'est à ce moment que la machine ontarienne, la big blue machine, s'est vraiment mise en branle.

Toujours selon les sondages internes de Gregg, Mulroney était faible en Ontario, surtout à Toronto. Il ne fallait surtout pas se retrouver avec un gouvernement minoritaire conservateur où le caucus québécois dominerait.

Collaboration et consensus

Dans le concret, que peuvent espérer Bill Davis et l'Ontario des contacts étroits qu'ils entretiennent maintenant avec le pouvoir fédéral? La réponse est simple: «Le premier ministre de l'Ontario est maintenant assuré de toujours avoir accès, sur un plan personnel et dans les plus bref délais, au premier ministre du pays. Il pourra ainsi à sa guise lui faire part des propositions ou des objections de l'Ontario. Il est également assuré de toujours être traité avec la plus grande courtoisie, en public autant qu'en privé», raconte-t-on à Queen's Park. Chez les stratèges du parti ontarien, on insiste sur l'importance primordiale de la collaboration et du consensus entre les deux niveaux de gouvernement.

Mais derrière l'effervescence du gagnant, on perçoit que la victoire éclatante de leurs confrères fédéraux est douce-amère aux conservateurs ontariens. Un haut fonctionnaire, impliqué de longue date dans les dossiers économiques fédéraux-provinciaux, craint que l'Ontario ne récolte pas les bénéfices «extraordinaires» escomptés: «Personne ne s'est encore vraiment arrêté à analyser si nous bénéficierons vraiment du changement de gouvernement. Il y a trop d'inconnus. Quels seront les attitudes et les choix politiques du nouveau cabinet et du nouveau caucus? Lesquels ou lequel des nouveaux ministres détiendront vraiment les ficelles du pouvoir? On peut faire certaines spéculations en se basant sur l'importance des ministères, mais certains hommes deviennent plus forts que leur ministère.»

Ce fonctionnaire sourit cyniquement quand on lui parle des dettes de M. Mulroney envers l'Ontario: «En a-t-il vraiment? Il a gagné fort au Québec et dans l'Ouest aussi! Et Erik Nielson? C'est clair qu'il détient un immense pouvoir. Bien, on ne peut pas dire que c'est un gars de l'Ontario. Au contraire!»

Les routiers de la politique à Queen's Park ne cachent pas, en privé, une légère angoisse devant le nouveau jeu politique qu'ils devront élaborer pour conserver le pouvoir qu'ils détiennent depuis 41 ans. Un de ceux-ci souligne que «le gouvernement de l'Ontario ne peut absolument plus jouer au «fed-bashing» (attaque systématique contre Ottawa). Ça n'aurait aucun sens. Chaque membre du caucus, chaque membre du cabi-

net et le premier ministre lui-même sont collectivement responsables de l'élection du nouveau gouvernement. Donc, nous voulons le voir fonctionner tout autant que le gouvernement fédéral lui-même le veut. Nous devons maintenant régler nos problèmes sans cogner sur les tables. Auparavant, on pouvait se contenter de blâmer le fédéral. Nous n'avons plus cette option».

Où frapper?

Et l'ajustement risque d'être douloureux. «À plus ou moins longue échéance, le gouvernement fédéral devra faire la guerre aux provinces», raconte un autre routier. «C'est la seule place où il peut sauver de l'argent. En plus, puisqu'il compte dans ses rangs de vrais bons Tories, il voudra et devra épargner de l'argent. Une fois cette décision prise, le fédéral devra choisir quelles provinces il

principaux stratèges de la BBM, est convaincu que le nouveau gouvernement fédéral peut très bien servir l'Ontario en même temps que les autres provinces. Il explique que «les priorités à l'ordre du jour de l'Ontario sont les programmes conjoints de santé, de bien-être et d'éducation post-secondaire. Dans les mois qui viennent, les relations fédérales-provinciales touchant à la fiscalité seront celles qui seront à surveiller. Ce sont les politiques fiscales qui ont le plus grand impact sur le pays en général. Elles touchent tous les citoyens à travers les décisions prises en matière d'impôts et de services gouvernementaux. Même si l'argent versé dans de petits projets de développement régional et de tourisme attire beaucoup l'attention, ce sont réellement les politiques fiscales qui toucheront le plus de gens». Alors comment savoir si le nouveau gouvernement répondra aux attentes de l'Ontario

provinces en matière d'éducation, de santé et de bien-être.»

De grosses sommes

De telles négociations pourraient représenter la récupération de grosses sommes par l'Ontario et d'autres provinces. Présentement, selon les politiques établies par l'ex-ministre de la Santé, Mme Monique Bégin, l'«Ontario perd près de 40 millions\$ par année parce qu'elle accepte la désaffiliation de médecins du Régime d'assurance santé. En plus, une nouvelle entente en ce domaine enlèvera un fardeau politique au gouvernement ontarien qui n'a aucune envie de se mettre à dos la très puissante association des médecins qui pourrait déclencher une grève de protestations contre tout gel de salaire et provoquer ainsi une véritable crise dans le système de santé en Ontario. C'est un domaine très explosif et l'expérience a démontré que l'opinion populaire en Ontario ne tolérera

grandement besoin pour conserver la stabilité économique et sociale qu'elle a réussi à maintenir malgré les récentes crises économiques.

Mais la recherche d'un nouvel équilibre ne sera pas nécessairement chose facile. M. Frank Miller, ministre ontarien de l'Industrie et du Commerce qui, pendant cinq ans, a été trésorier de la province, rappelle que c'est toujours un choc terrible de prendre connaissance de la froide réalité des problèmes quand on se retrouve dans un nouveau ministère ou un nouveau gouvernement: «Une fois qu'il aura pris connaissance de la dure réalité, le nouveau gouvernement aura la tâche ingrate d'évaluer ce qu'il est honnêtement en mesure de payer.» M. Miller est pourtant confiant que l'Ontario profitera de la nouvelle ère à Ottawa, «pas tellement parce que nous sommes tous les deux des gouvernements conservateurs, mais parce que les conservateurs fédéraux se sont engagés à reconnaître les droits et les pouvoirs des provinces».

Une «constitution économique»

Pour sa part, Larry Grossman, le tout puissant trésorier de la province et principal candidat à la succession de M. Davis, croit que maintenant il sera possible d'aller de l'avant avec la fameuse «constitution économique». L'Ontario se prépare à des négociations en ce sens depuis des années. Elles devaient être la conclusion sine qua non à l'acte constitutionnel de 1981. M. Grossman parle déjà avec force détails de son plan en 5 points pour cette nouvelle constitution et souligne que «maintenant que le principe fondamental d'égalité régionale est enchâssé dans la constitution avec la clause sur la péréquation... il est temps d'établir, dans le nouveau climat de coopération et de respect mutuel, un système à long terme qui répondra bien aux besoins des régions sans mettre en danger les priorités nationales».

Il ne veut plus que les paiements de péréquation se fassent de manière «inconditionnelle», c'est-à-dire qu'il exigera une réévaluation du «fédéralisme coopératif». Il faudra s'attendre à ce que le trésorier pousse son projet d'un marché commun canadien visant à améliorer le rendement du secteur industriel canadien et qu'il exige une redéfinition et un réaménagement des programmes à frais partagés qui assureraient les provinces de versements en bloc leur permettant d'établir une stabilité et une continuité dans les secteurs touchés, telle la santé, le bien-être et l'éducation.

M. Grossman pourrait être amené d'ailleurs à négocier lui-même avec les «cousins» fédéraux cette nouvelle constitution économique. Car l'époque qui s'ouvre maintenant appelle du sang neuf et Bill Davis, selon toute probabilité, démissionnera bientôt afin de régénérer le parti, comme le veut la tradition. Il le fera aussi parce que la big blue machine savait déjà, bien avant la victoire des conservateurs fédéraux, que l'humeur du public est au changement. Et même si M. Davis détient toujours plus de 50 p. cent de l'appui populaire, les nouveaux jeux politiques qui se forment au niveau fédéral-provincial exigeront une toute nouvelle approche. □



Le gourou Norm Atkins

peut frapper le plus durement. Et, un de nos problèmes est que notre économie va beaucoup mieux que celle du reste du Canada. Même s'il y a des dettes politiques, ce sera plus difficile pour nous d'attirer la sympathie des gens». On va même jusqu'à dire que le gouvernement fédéral ne publiera aucune politique fiscale d'importance avant les prochaines élections provinciales en Ontario qui doivent se tenir cet automne. On prévoit que le premier budget du ministre des Finances, M. Michael Wilson, sera très sévère, et le gouvernement ontarien veut s'assurer une forte majorité avant les mauvaises nouvelles.

Par contre, Hugh Segal, un des

en ce domaine? «Il suffira d'annoncer qu'il est prêt à rouvrir les négociations, dit Segal. Ce sera très facile et ça ne coûtera rien. Sous le règne Trudeau, il n'y avait plus de discussion possible. Il avait unilatéralement établi des normes nationales et une comptabilité centralisée en matières post-secondaires par exemple. Tout le financement de ces programmes était lié aux seules priorités du gouvernement fédéral. La même chose dans le domaine de la santé. Il est grand temps de discuter d'une redéfinition globale des services de santé et de leur qualité. À toutes sortes de niveau, de nouvelles négociations rétabliront la responsabilité constitutionnelle des

aucune diminution de la qualité et de l'accessibilité au système de santé.

La province espère également récupérer des centaines de millions de dollars par année par la renégociation des transferts de paiement pour les services sociaux. Sinon, elle risque de devoir diminuer ou couper certains services qui aident aux pauvres et aux démunis et risquer ainsi de perdre sa réputation de gouvernement progressiste. Il y a un peu moins de deux ans, le gouvernement Trudeau a décidé de mettre un terme à des versements prévus pour les programmes de revenu garanti. C'est cet argent, entre autres, que l'Ontario veut récupérer. Elle en a

A Québec, l'heure est loin d'être à la panique. L'axe Toronto/Ottawa? Rien de nouveau. Il a toujours existé et s'explique avant tout par la nature du Canada, pays qui tient par le centre. L'alliance électorale Davis/Mulroney? À ce chapitre, Mulroney a aussi contracté des dettes d'élection envers le PQ, qu'il devra bien payer tôt ou tard. Le nouveau «Western Power» et ses 13 ministres? Sans importance — on a vu ce que le «French Power» a rapporté au Québec.

Dans les arcanes péquistes de décision, on reconnaît cependant que le centre réel du pouvoir fédéral s'est déplacé radicalement vers le Canada anglais depuis l'élection du «p'tit gars de Baie-Comeau». Si on se frotte néanmoins les mains, c'est pour d'autres raisons qu'à Toronto ou à Calgary. En réalité, le simple fait de pouvoir tenir une conversation civilisée avec des ministres fédéraux constitue déjà, aux yeux du gouvernement Lévesque, un progrès immense.

«On ne pouvait plus discuter de questions de fond avec eux parce qu'ils étaient en guerre ouverte contre nous», explique une source proche des Affaires intergouvernementales. «Ils faisaient comme si nous n'avions plus aucune légitimité démocratique comme gouvernement depuis le référendum. Si nous n'allions plus aux conférences fédérales-provinciales, c'était parce que tout était prétexte pour eux à nous enfoncer. On avait l'air d'être de mauvais coucheurs mais on n'avait pas le choix. On leur a dit: on n'y va plus à vos maudites conférences! On savait qu'ils nous attendaient toujours dans les détours...»

Malgré ce qu'elle peut comporter d'irritant pour les mordus de la souveraineté coûte que coûte, même au prix des délices du paradis du pouvoir, la nouvelle ligne est claire: il faut profiter au maximum de la décrispation actuelle des relations fédérales-provinciales mais sans renoncer pour autant aux objectifs de fond du Parti québécois.

«On n'est pas devenu un gouvernement fédéraliste, ni néo-fédéraliste», assure le porte-parole officieux. «Il y a des problèmes à régler et nous allons les régler parce que nous sommes le gouvernement de tous les Québécois avant d'être celui des indépendantistes.»

Voilà donc le nouveau langage. Pour Québec, le temps est venu de tourner à jamais la page trudeauiste de notre histoire pour en finir, par exemple, avec ces Serge Joyal qui, en pleine campagne électorale, venait «dumper» des subventions aux universités en violation de la constitution. En finir aussi avec ces Marc Lalonde qui déclarait l'été dernier au sujet des ententes de développement économique régional: une seule province refuse de signer, le Québec. Nous allons donc dépenser nous-mêmes les \$119 millions disponibles. Or, affirme-t-on à Québec, plusieurs provinces n'avaient pas encore signé à l'époque et aujourd'hui encore, trois n'ont toujours pas paraphé l'entente: le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique.

Ni amis ni ennemis

Cela dit, il ne faudrait pas croire que c'est l'amour fou entre péquistes et Tories. C'est plutôt un ma-

LE NOUVEAU LIEN PQ-TORIES

L'ère des intérêts réciproques bien compris



Pierre Godin

riage de circonstances qui est d'ailleurs une réplique moderne de la coalition de 1911 entre les Tories impérialistes de Monk et les nationalistes canadiens-français d'Henri Bourassa pour renverser le libéral et francophone Wilfrid Laurier. «Au moment où je vous parle, me dit une autre source gouvernementale, les Tories et nous, on n'est ni des amis, ni des alliés. Mais nous ne sommes pas non plus des ennemis. La nouveauté depuis le 4 septembre, c'est le ton conciliant qui va permettre aux deux niveaux de fonctionner sur la base d'intérêts réciproques bien compris.» Bref, Mulroney n'a pas intérêt à recréer le climat d'affrontement de l'ère Trudeau qui, après tout, a valu au Canada un déficit de \$30 milliards, entre autres.

Au bureau du premier ministre Lévesque, on dispose aussi d'un argument de poids pour prévoir que le gouvernement conservateur va chercher à s'entendre avec Québec: la base électorale des conservateurs fédéraux au Québec est péquiste. Mulroney sait qu'il doit à la machine électorale du PQ sa victoire dans au moins 35 comtés du Québec — selon l'évaluation péquiste. Que ce soit dans l'Estrie, en Gaspésie, dans la région de Québec, sur la rive sud et la rive nord de Montréal, c'est le PQ qui a fait la campagne sous une étiquette de conservateur, depuis l'organisateur en chef, qui était le même souvent qu'aux élections provinciales de 1981, jusqu'aux honnêtes travailleurs d'élection — plus de 300 dans certains comtés — qui le jour du scrutin ont fait sortir le vote en faveur des conservateurs.

Qui plus est: les analystes du PQ terminent actuellement une étude intense du vote du 4 septembre dernier qui montre que 85 pour cent des gens qui ont voté péquiste en 1981 ont voté conser-

vateur. Conclusion, que Mulroney connaît lui aussi: son vote au Québec est foncièrement péquiste. C'est un fil à la patte dont il ne pourra se défaire facilement. Mais, il y a une deuxième raison qui va convaincre les mulronistes de négocier avec le gouvernement du PQ, dit un porte-parole de l'organisation péquiste: «Mulroney n'a pas intérêt à voir Bourassa à Québec. Si les rouges reviennent en force lors de la prochaine élection provinciale, ça pourrait être l'amorce d'une remontée des libéraux fédéraux. C'est une question de survie pour lui.»

Durant la campagne, tout a été mis en oeuvre, côté péquiste, pour apporter un soutien technique aux Tories. «On a eu des contacts réguliers — par personnes interposées — que nous maintenons d'ailleurs encore actuellement», ajoute le porte-parole. La motivation du PQ était double. La première, irrationnelle, visait à pulvériser les libéraux fédéraux qui avaient tant massacré les intérêts québécois. La seconde, plus rationnelle, était celle-ci: un gouvernement conservateur à Ottawa permettrait au PQ de négocier rondement et de fermer des dossiers faisant ainsi la preuve que ce qu'il disait depuis quatre ans était vrai. Si Ottawa et Québec se lançaient des coups, la faute en était à Ottawa.

Les dossiers prioritaires

L'objectif premier du gouvernement Lévesque: classer certains dossiers qui traînent dans le paysage depuis trop longtemps. Pétromont, d'abord. Au-delà des 600 emplois visés, c'est un secteur industriel d'avenir pour le Québec. La pétrochimie, c'est la pierre d'assise d'un échafaudage qui procure au Québec entre 3 000 et 4 000 emplois et génère des ventes de plus de \$2 milliards. L'enjeu, que les milieux d'affaires soutenant le gouvernement ont fort

bien compris: doit-on concentrer la pétrochimie en Ontario et dans l'Ouest uniquement ou au Québec aussi? En vertu de leur programme énergétique, les libéraux de Trudeau avaient choisi Sarnia et l'Ouest. Voilà pourquoi Marc Lalonde pouvait dire au début de l'été: Pétromont, dans les boules à mite! C'est un débat qui oppose les intérêts du Québec comme société aux intérêts du Canada anglais pour qui on doit fermer Pétromont. Pour Québec, le dénouement de ce dossier pèsera lourd dans ses rapports subséquents avec le gouvernement Mulroney.

Le développement économique régional préoccupe aussi le gouvernement Lévesque. Il y a beaucoup d'argent disponible à ce titre. Durant les années Trudeau, le Québec a eu plus que sa juste part mais voilà que Toronto manifeste un appétit plus que vorace depuis l'élection de Mulroney. L'Ontario s'est assurée d'ailleurs de la nomination d'un Ontarien, Sinclair Stevens, à la tête du ministère responsable du dossier. Dans la vieille capitale, on n'a pas été sans noter aussi que lors de la distribution des portefeuilles fédéraux, le Québec a obtenu les «services», l'Ontario les ministères à vocation économique et l'Ouest l'énergie, les pêches, le transport et les richesses naturelles. «On va surveiller de près tout cela pour s'assurer que les intérêts du Québec ne soient pas sacrifiés», dit-on à Québec.

D'autant plus que l'on sait fort bien que même si l'Ontario n'a pas comme le Québec de bureau officiel dans la capitale fédérale, elle a toujours eu deux immeubles de dix étages où sont représentés tous les ministères de la province. On raconte à ce sujet une anecdote qui éclaire fort bien la «manière ontarienne» de faire les choses. Au moment où Québec songeait à

avoir pignon sur rue à Ottawa, le sous-ministre des Affaires intergouvernementales du temps, Jean Meloche, confia à son homologue ontarien:

— Nous allons ouvrir un bureau à Ottawa.

— Ah oui? Nous, nous n'en avons pas, laissa tomber l'Ontarien.

Ce qui était à proprement parler un «understatement», comme disent les anglophones. On sait aussi à Québec que le premier ministre Davis n'a pas fait ce qu'il a fait durant les dernières élections pour les beaux yeux de Brian Mulroney. «Cette osmose entre Ottawa et Toronto ne nous effraie pas, souligne-t-on aux Affaires intergouvernementales, mais nous allons suivre de près le phénomène.»

Un prix à payer

La constitution? La boule de cristal des péquistes paraît plutôt brumeuse de ce côté. Pour la bonne raison qu'aussi bien René Lévesque que Pierre-Marc Johnson, ministre responsable de ce dossier, ignorent ce que contient la «boîte à malice» de Mulroney. Une chose paraît sûre toutefois: Québec et Ottawa ne se parleront pas là-dessus avant le début de 1985 car, d'ici là, c'est l'économie qui est à l'affiche.

Québec n'a pas encore d'objectif déclaré à ce sujet sauf qu'on affirme sans ambages que «si Mulroney veut négocier avec des gens qui veulent négocier et fermer ce dossier, il trouvera les Québécois». Pas à n'importe quel prix toutefois, et certainement pas contre un plat de lentilles. «Mulroney, dit-on à Québec, veut réintégrer le Québec dans le giron canadien. Fort bien. Mais ça se paie. Nous aurons des conditions et des exigences. Et l'une d'elles, qui est un minimum, c'est qu'Ottawa reconnaisse formellement que le Québec constitue une société distincte.»

Il y a encore d'autres questions pendantes comme celle de l'éducation ou de la Caisse des dépôts. Mais surtout celle des municipalités. Aux Affaires intergouvernementales, on se fait fort de convaincre les conservateurs de ne pas poursuivre le petit jeu dangereux des libéraux de Trudeau. S'il y a une domaine où l'ingérence fédérale s'est déployée largement depuis quelques années, c'est bien celui-là: pluie de subventions fédérales aux municipalités en violation de la constitution, des députés fédéraux qui offraient, par le canal des groupes locaux, de subventionner jusqu'à la construction d'égouts et d'aqueducs.

«On en a eu des égouts municipaux payés par les Chambres de Commerce! explique-t-on à Québec. Il faut que ça cesse car c'est comme ça qu'on met un pays à l'envers.» L'exemple le plus connu, c'est celui de ces députés fédéraux qui, pour mieux faire pression sur les élus locaux, offraient aux Clubs de l'Âge d'Or de financer la construction d'une salle municipale où ils pourraient se réunir. «On a de l'argent pour ça à Ottawa», disait le député. Les gens âgés allaient voir monsieur le maire: «Ottawa veut nous donner \$100 000 pour la salle.» Le maire disait non évidemment sans que les gens du troisième âge ne sachent trop bien pourquoi. «C'était un chantage particulièrement odieux», commente-t-on à Québec.



Achille Michaud



LES MARITIMES ET LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le plaisir de se faire écouter quand on parle

«**I**ls viennent ici la main tendue et repartent en disant merci.» Telle est la confiance que faisait un haut fonctionnaire fédéral à un vieux journaliste habitué des couloirs d'Ottawa, pour décrire les relations entre le pouvoir central et les provinces atlantiques. «On ne sera plus des étrangers dans notre parlement fédéral», proclame M. Michael MacDonald, conseiller du premier ministre de la Nouvelle-Écosse, M. John Buchanan, peu après la victoire conservatrice du 4 septembre dernier.

Quand on connaît l'insatisfaction des provinces atlantiques à l'égard d'Ottawa et le peu de considérations qu'ils se vouent mutuellement, comme le montrent ces deux citations, on comprend que l'élection de Brian Mulroney a été accueillie ici avec soulagement. D'ailleurs les quatre premiers ministres provinciaux s'étaient laissés emporter par l'enthousiasme général et n'avaient pas hésité à mettre l'épaule à la roue: d'abord Brian Peckford avec une «croisade pour le progrès» qui lui fera parcourir tous les coins de sa province annonçant la bonne nouvelle que sera l'élection de Mulroney, ensuite John Buchanan qui en profitera pour préparer sa propre campagne électorale (l'élection est prévue pour le 6 novembre), mais aussi le flegmatique Jim Lee, de l'Île-du-Prince-Édouard, qui contribuera à faire battre un libéral de plus et, enfin, Richard Hatfield, du Nouveau-Brunswick, qui avait promis une ou deux circonscriptions acadiennes à son chef national (le résultat sera au-delà de ses espérances: quatre sur cinq).

Si les quatre premiers ministres se sont fondus dans une rare unanimité, si la victoire a été savourée avec délice ici, ce n'est pas seulement parce que, pour la première fois, c'est dans les provinces atlantiques que l'on a annoncé l'élection d'un gouvernement majoritaire avant même que les bureaux de scrutin du Québec et de l'Ontario ne ferment (c'est le beau côté du «une heure plus tard dans

les Maritimes»), ni seulement pour des considérations partisans (les quatre premiers ministres sont conservateurs), mais surtout parce que ce changement de gouvernement selon les premiers ministres, annonce une trêve dans ce qui furent des relations difficiles avec le «gouvernement des libéraux»...

Une liste bien garnie

Des quatre provinces, seule Terre-Neuve rappelle avec fermeté que Mulroney lui doit en retour de son élection une entente sur le pétrole offshore. Les autres baignent dans la plus pure bienveillance: «Non, Mulroney n'a pas de dettes envers nous», dira Arthur Parks, bras droit du premier ministre Richard Hatfield du Nouveau-Brunswick.

On imagine cependant que le premier ministre Mulroney, pour avoir étudié en Nouvelle-Écosse et pour y avoir trouvé de grandes amitiés qui le secondent aujourd'hui à Ottawa, n'ignore pas les difficultés que posent ces quatre provinces quand on sait qu'elles refusent d'être réduites à un tout homogène (Terre-Neuve se prétend une région à elle seule), qu'elles se jaloussent, qu'elles se concurrencent sur les mêmes marchés avec les mêmes produits (poissons et électricité), et qu'elles ne se reconnaissent pas au même niveau de l'infortune économique dont elles sont affligées. Du pays de Cocagne à la terre de Caën, dans un concert de récriminations, il ressort cependant une unanimité que n'importe qui à Ottawa va trouver troublante: les problèmes des provinces atlantiques trouvent leurs sources aussi dans la structure même du pays, précisément une structure économique qui favorise le centre au détriment de la périphérie. De Fredericton à Charlottetown, Halifax et St. John, à la question: Qu'attendez-vous du nouveau gouvernement fédéral? La réponse est la même: une plus grande ouverture, une meilleure coopération, la fin du «dirigisme centralisateur» d'Ottawa.

Mais comme la politique donne aussi dans le concret, la liste d'épicerie des premiers ministres

est plutôt bien garnie. Terre-Neuve attend enfin la signature d'une entente sur le développement pétrolier, la Nouvelle-Écosse la signature d'une «nouvelle» entente sur le pétrole (pour obtenir aussi bien que Terre-Neuve), l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick pour leur part espèrent reprendre leur droit de consultation sur les questions de développement économique régional, privilège perdu avec l'abolition du ministère de l'Expansion économique régionale.

Une dette envers Terre-Neuve

Dans le cas de Terre-Neuve, la marge de manoeuvre de M. Mulroney est plutôt mince. Le 14 juin dernier, en effet, il s'est solennellement engagé à signer une entente complète sur le développement du pétrole des grands bancs, dans les 12 mois suivant son élection. Cette entente de principe reconnaît «l'égalité des deux gouvernements dans la gestion de la ressource», concrétise le principe de la gestion conjointe par «l'établissement» d'une agence mixte composée d'un nombre égal de représentants d'Ottawa et de Terre-Neuve pour gérer l'exploration et l'exploitation du pétrole, et admet le «droit de Terre-Neuve d'être le principal bénéficiaire de l'exploitation des gisements».

En Nouvelle-Écosse, le premier ministre Buchanan marche sur des oeufs. Si cette province connaît le taux de croissance le plus élevé du pays, c'est en raison de l'exploration pétrolière. Et si cette activité est devenue le fer de lance de la reprise locale (un milliard et demi de dollars en programmes d'exploration offshore annoncés depuis deux ans), c'est à cause du programme énergétique national, une idée du gouvernement Trudeau pour stimuler, entre autres, la recherche de pétrole en régions difficiles. Or, M. Mulroney entend réviser cette idée et, point capital, mettre fin au programme d'incitation à l'exploration pétrolière. Comment le nouvel esprit de «collaboration et d'ouverture», comme l'explique Michael MacDonald,

conseiller du premier ministre Buchanan, va-t-il changer quelque chose au fait que les intentions annoncées de M. Mulroney ne peuvent que ralentir l'essor économique de la Nouvelle-Écosse, pour ce qui est de l'exploration pétrolière? Ralph Surette, éditeur conseil au magazine *Atlantic Insight* commente: «La Nouvelle-Écosse a tout à perdre dans ce nouveau gouvernement si on laisse le domaine de l'exploration à la discrétion des entreprises pétrolières. Le premier ministre Buchanan était plutôt heureux avec les libéraux fédéraux et appréciait particulièrement le ministre Jean Chrétien pour qui il aurait voté au congrès au leadership libéral s'il avait été membre du parti.»

Être enfin consulté et entendu

Au Nouveau-Brunswick, M. Hatfield ne cache pas son plaisir à l'idée que probablement Ottawa ne décidera plus unilatéralement en matière de développement économique régional. Depuis que le MEER a été démembré, en effet, les provinces ne sont plus consultées d'office pour des projets de développement. Le premier ministre Hatfield n'a jamais pu accepter cette nouvelle politique car il prétend que ce sont les gouvernements provinciaux qui sont les mieux placés pour articuler le développement économique régional. Les événements lui auront donné raison, du moins en partie. En effet, au début des années 80, le ministre d'alors, Roméo Leblanc, annonce tambour battant que la grande société Mitel érigera une usine à Bouctouche dans le sud-est du Nouveau-Brunswick. La province doit payer les infrastructures, environ trois millions et demi de dollars. L'usine a été construite mais n'a jamais été mise en production parce que la société Mitel a eu des problèmes financiers. Le pire là-dedans, précisera Arthur Parks, conseiller du premier ministre, c'est que M. Hatfield n'aura été avisé de la décision fédérale que la veille de l'annonce officielle...

C'est ce genre d'exemples que

citent les provinces lorsqu'elles parlent de l'ancien gouvernement, «des choses qui ne se produiront pas avec M. Mulroney», précise-t-on. M. Jim Lee, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, a dû attendre six mois après son élection avant de pouvoir rencontrer le premier ministre Trudeau. «Même pas la courtoisie de retourner les appels téléphoniques ni de respecter les rendez-vous», ajoute-t-il.

Un porte-parole du premier ministre Buchanan affirme que les négociations sur le partage des revenus de l'offshore, conclues il y a deux ans, furent en fait une sorte de monologue fédéral (take it or leave it) contrairement à ce que le premier ministre avait laissé entendre publiquement.

À Terre-Neuve, on s'étonne déjà de la rapidité avec laquelle la nouvelle administration accepte d'étudier les besoins de la province.

Dans le concert d'éloges et dans l'enthousiasme sans réserves que soulève l'idée de se retrouver entre conservateurs, les problèmes semblent en voie de trouver un dénouement heureux partout dans les quatre provinces par la simple magie de «la coopération, la collaboration et l'ouverture». Mais aucune organisation provinciale ne reconnaît être partie intégrante du «groupe de décision» de l'équipe Mulroney ni ne compte parmi les interlocuteurs privilégiés du premier ministre. Seule Terre-Neuve invoque le nom d'un ministre important, M. John Crosby, sur qui elle compte pour les «moments difficiles».

Sur un plan plus général, on ne reconnaît pas, au sein des cinq ministres de l'Atlantique au cabinet Mulroney, des personnalités influentes, telles Allan MacEachen ou même Roméo Leblanc qui jadis défendaient les intérêts d'ici au temps des libéraux. «Avec quel résultat?» rétorque Cabot Martin, le conseiller de Brian Peckford. «Peut-être ne sommes-nous pas en meilleure position politique qu'avant, mais au moins on a le plaisir de se faire écouter quand on parle à Ottawa», conclut-il. □

MALGRÉ SES TREIZE MINISTRES

L'Ouest éprouve un certain malaise



Daniel Raunet



Après l'ère du French Power, vive le Western Power! Le Québec a eu sa promotion dans les années 60 et 70, les années 80 seront celles de l'Ouest canadien. Cette promesse électorale de l'été semble désormais passée dans les faits: le 17 septembre, l'Ouest a fait son entrée en force à Ottawa, treize portefeuilles sur quarante, dont le poste de vice-premier ministre, les Affaires extérieures, l'Énergie, le Travail, les Transports. Finie l'époque où un premier ministre nommé Trudeau pouvait se permettre de saluer les braves gens de Salmon Arm, en Colombie-Britannique, le médium pointé vers le ciel, finis les grommellements séparatistes, finie la fameuse «aliénation». La fidélité de la région au Parti progressiste-conservateur, selon l'imagerie officielle, aurait enfin porté ses fruits.

Pourtant, dans cette euphorie, il ne manque pas d'ombres au tableau. Qu'un ancien premier ministre néo-démocrate de la Saskatchewan comme Allan Blakeney dénonce l'influence persistante du «Canada central» dans le cabinet fédéral, passe encore, mais quand un quotidien comme l'*Edmonton Journal* dénonce le «tokenism» de M. Mulroney, on ne comprend plus. Le «tokenism», c'est la nomination, pour la forme, de personnages mineurs à des postes mineurs, par exemple une femme ou un Noir, pour ne pas se faire accuser de sexisme ou de racisme. Les éditorialistes de l'*Edmonton Journal* et le chroniqueur Don Braid sont formels: le Canada central a remporté le gros lot, l'Ouest, lui, n'a eu droit qu'au prix de consolation.

Un certain malaise

Le nouveau ministre des Finances, fait-on remarquer, n'est nul autre que l'Ontarien Michael Wilson, le seul candidat à la direction du parti qui ait refusé de passer au confessionnal de M. Lougheed l'an dernier et d'expliquer en quoi sa candidature au poste suprême

servirait les intérêts de l'Alberta. Les principaux portefeuilles économiques, poursuit-on, restent contrôlés par le Canada central et l'influence réelle de certains membres du cabinet de l'Ouest ne dépassera pas celle du Gentilhomme Huissier à la Verge Noire, le dignitaire chargé de surveiller les portes du Sénat. Wilson aux Finances, Robert de Cotret au Conseil du Trésor, Sinclair Stevens à l'Expansion industrielle, Perrin Beatty au Revenu national, James Kelleher au Commerce international, cela fait quatre Ontariens et un Québécois aux postes économiques-clés, et pas un seul «Westerner».

À Edmonton, Victoria ou Regina, c'est encore la lune de miel, la pesanteur béate après la grande victoire tory «from coast to coast». Mais les signes d'un certain malaise se multiplient. La semaine dernière, le premier ministre Bennett de la Colombie-Britannique a jugé bon de rencontrer à Ottawa, pour la première fois de sa carrière, le caucus conservateur fédéral de sa province. À la sortie d'une réunion de près de quatre heures, M. Bennett a fait savoir à qui voulait l'entendre que son gouvernement attendait d'Ottawa un programme de restrictions budgétaires aussi sévère que celui mis en place par l'administration créditiste de Victoria. Ce que madame Pat Carney, ministre de l'Énergie et personnalité la plus influente de sa province dans le cabinet Mulroney, a diplomatiquement traduit par: «Les conversations ont essentiellement porté sur la création d'emplois.»

À Edmonton également, on éprouve le besoin de montrer au nouveau premier ministre fédéral ce qui serait l'orientation souhaitable. M. John Zaozirny, ministre provincial de l'Énergie, a ainsi déclaré que l'Alberta avait l'intention de faire tenir les promesses qui lui avaient été faites pendant la campagne électorale. Et de préciser: un prix du pétrole correspondant au niveau du marché, un ajustement des taxes sur les revenus du

gaz et du pétrole, le développement des sables bitumineux et la levée des restrictions sur les investissements étrangers. Le dossier énergétique s'annonce chaud.

Bien qu'elle soit de Vancouver et malgré son expérience dans les projets pétroliers du Nord, Mme Carney ne sera ni la créature de M. Lougheed, ni celle des compagnies. Comme ses prédécesseurs libéraux, le nouveau cabinet fédéral devra composer avec les intérêts des provinces consommatrices, et avant tout de l'Ontario. Les échéances se rapprochent: le nouveau prix d'exportation du gaz naturel devra être annoncé d'ici le 1er novembre. Le 31 décembre, c'est l'accord intérimaire de juillet 83 entre Ottawa et Edmonton sur le prix des produits pétroliers qui expire et il faudra redéfinir peu après le partage des revenus entre le fédéral et les provinces. M. Zaozirny a d'ores et déjà annoncé deux objectifs qui rendront la négociation difficile: la libération des prix et la taxation des compagnies en fonction de leurs profits et non pas de leurs revenus bruts.

Sources de conflit

Dans d'autres domaines, les décisions sont moins urgentes, mais les sources de conflit potentielles tout aussi réelles. M. Mulroney va-t-il, comme il l'avait promis, rouvrir le dossier des tarifs du Nid-de-Corbeau sur le transport des céréales et quelle sera, en matière agricole, la politique du ministre John Wise, un autre Ontarien? Pour les élites de l'Ouest canadien, peu importe que les chemises que portent leurs concitoyens soient fabriquées au Québec ou à Taiwan. Ce qui compte, c'est que les investissements étrangers puissent affluer le plus facilement possible, que le commerce extérieur se déroule avec le minimum d'entraves, et que l'industrialisation de la région se matérialise. Pour sa part, le premier ministre Bennett va même jusqu'à réclamer d'Ottawa la création de ports francs et l'ouverture de zones économiques libres qui transforment

raient la Colombie-Britannique en une nouvelle Corée du Sud. Autant de revendications inacceptables au Canada central manufacturier.

Cela dit, l'Ouest dispose tout de même d'une influence non négligeable dans plusieurs dossiers économiques qui lui sont chers. Outre la présence de Mme Carney à l'Énergie, il faut également relever la nomination de l'Albertain Don Mazankowski aux Transports, du Vancouverois John Fraser à la Pêche, du Manitobain Charles Mayer à l'Office du blé. Et même si le portefeuille des Forêts a été attribué à un député du Nouveau-Brunswick, la création d'un nouveau ministère a été fort bien accueillie par l'industrie du bois. Mais les choix de M. Mulroney répondent moins à un désir de représentation de la région qu'à une volonté de promotion de personnalités jugées en fonction de leur compétence et de leur fidélité au chef.

Contenir l'aile droite

La base du parti progressiste-conservateur dans l'Ouest, ce n'est un secret pour personne, est très conservatrice. Or, là comme ailleurs, le nouveau premier ministre a tenu à contenir son aile droite. En Colombie-Britannique, des vétérans comme Frank Oberle ou Robert Wenman n'ont pas reçu les portefeuilles attendus. Au Manitoba, les adversaires de l'assurance-santé universelle et du bilinguisme provincial ont encaissé un camouflet évident avec la nomination de Jake Epp et Jack Murta à la Santé et au Multiculturalisme. De toute évidence, les Sterling Lyon et les Dan McKenzie n'ont pas le vent en poupe.

Pour certains, le cabinet Mulroney contient trop de tories «rouges». À Calgary, un groupe de pétroliers et d'éleveurs mécontents a décidé de s'exprimer publiquement. Une cinquantaine d'hommes d'affaires qui se réunissent régulièrement au Ranchmen's Club ont annoncé qu'ils allaient se constituer en association pour combattre le «gauchisme» du Parti progres-

siste-conservateur. Epaulés par le Fraser Institute de Vancouver, un organisme de recherche néoconservateur à qui ils ont commandé une étude sur l'Alberta, les habitués du Ranchmen's Club prônent une politique de déréglementation systématique, un retrait massif de l'État de la sphère économique et l'abolition d'un système de taxation qu'ils jugent hostile à la libre entreprise en général et à l'industrie pétrolière en particulier. Un de leurs porte-parole, R. Campbell Todd, président de la Prairie Pacific Energy Corp., évoque même la possibilité de créer une formation politique distincte. Le groupe a pour cible non seulement M. Mulroney, mais aussi M. Lougheed, un étatiste à leurs yeux en matière de fiscalité du pétrole et un hérétique qui parle de relancer l'économie albertaine en augmentant l'intervention du gouvernement.

Le premier ministre Bennett de la Colombie-Britannique fait pour l'instant figure de chef de file politique des néo-conservateurs, bien qu'il feigne, publiquement, d'entretenir les meilleures relations avec le premier ministre fédéral. Pour le chef créditiste, la lutte contre le déficit devrait être la priorité d'Ottawa, ce qui implique un programme résolu de coupures dans la fonction publique et les dépenses sociales. Ces solutions n'ont guère réussi à la Colombie-Britannique, qui occupe désormais la deuxième place, juste derrière Terre-Neuve, en matière de chômage, et il est peu probable que M. Mulroney, fortement influencé par un torisme «libéral» à l'ontarienne, n'adopte ces suggestions dans leur intégralité. Mais il est également peu probable que l'aile droite du parti, très forte dans la région, s'incline sans rechigner. Un mois après l'euphorie du 4 septembre, les conservateurs de l'Ouest peuvent donc méditer les propos du pauvre roi Pyrrhus qui, au lendemain de la bataille d'Asculum, soupirait: «Encore une victoire comme celle-là, et je suis perdu.»

Pendant que Marc Garneau fait le tour de la planète, à titre de premier astronaute canadien, le quotidien *Globe and Mail* diffuse chaque jour aux quatre coins du pays des comptes rendus de la mission Challenger grâce à l'un des douze satellites canadiens, l'Anik D4. Ce satellite permet au quotidien de Toronto de diffuser ses articles dans cinq villes du pays (Vancouver, Calgary, Brandon, Ottawa et Moncton) et d'y être imprimé en même temps qu'à Toronto.

Dans le même temps, aussi, un médecin situé à Montréal pourra recevoir grâce à un satellite Anik B une radiographie d'un travailleur de la Baie James.

La présence de Marc Garneau dans la navette spatiale est un symbole de l'importance qu'a pris pour le Canada la technologie de l'espace. Le Canada est en fait aujourd'hui un chef de file mondial dans le domaine des communications par satellite. Le Canada avait-il le choix? Pays immense avec une population dispersée, le Canada a trouvé dans la technologie de communications par satellite un moyen idéal de vaincre les distances et de rapprocher les populations. Il était donc tout à fait naturel que le Canada devienne le premier pays au monde à mettre en place un système utilisant un satellite placé sur orbite géostationnaire.

Dans l'histoire toute récente de l'invasion de l'espace par l'homme, le Canada occupe la troisième place: avec le lancement en 1962 d'Alouette-1, le Canada prenait place immédiatement après les États-Unis et l'URSS.

Cinq ans après le premier lancement soviétique qui mettait le célèbre Spoutnik sur orbite, une fusée Thor-Agena lançait Alouette-1 dont la mission était de faire des recherches sur les perturbations ionosphériques au moyen de balayage par ondes radio. Alouette-1 a fonctionné dix ans et fut secondé en 1965 par Alouette-II, capable de fournir des données encore plus précises.

Les recherches sur l'ionosphère se sont ensuite poursuivies avec les satellites Isis-I et Isis-II lancés en 1969 et 1971.

Les satellites fixes

Le lancement d'Anik I en 1972 marquait une première mondiale dans l'établissement d'un réseau de communications basé sur des satellites fixes c'est-à-dire placés sur orbite géostationnaire. Ce lancement survenait trois ans après l'adoption de la loi créant Télésat, société qui devenait la première entreprise nationale de communications par satellite au monde.

De 1973 à 1983, six autres satellites Anik ont été mis sur orbite. Cinq d'entre eux fonctionnent toujours et deux nouveaux satellites doivent être lancés par la navette spatiale américaine, qui entreprend avec le voyage actuel de Challenger, une série de vols mensuels dans l'espace. En outre, des centaines de stations terrestres complètent le système national de satellites du Canada. Télésat en possède et en exploite plus de 125 dans le pays.

Parallèlement à la mise en orbite des satellites Anik, le Canada a développé conjointement avec l'expertise américaine un satellite technologique de télécommunications, Hermès, qui fut lancé en

Espace: le Canada dans le peloton de tête

1976, alors qu'il était dans son genre le plus puissant satellite du monde. Il a fonctionné jusqu'en 1980, doublant sa durée de vie normale.

Hermès a permis plusieurs expériences dans les deux pays, dont des essais de télé-médecine, de télé-enseignement et de radio-télédiffusion en direct dans les régions rurales éloignées et dans le Grand Nord canadien. La recherche commencée avec Hermès continue avec Anik B, lancé en 1978.

Construction canadienne

Pour fournir des services de télécommunications commerciaux, le Canada construit ses propres satellites de télécommunications avec la série d'Anik D. Le premier, Anik D1, a été lancé il y a deux ans, après avoir été construit par Spar Aérospatiale Limitée. Tous les satellites de la série Anik D sont entiè-

rement de construction canadienne. Ils doivent être le pilier du système national de télécommunications par satellite pour les années 90. Les deux satellites Anik C de Télésat Canada déjà en orbite, le premier en 1982 et le second en 1983, assurent des services de radio télévision, de télé payante et commerciaux pour la présente décennie. Un troisième satellite de cette série doit être lancé cette année.

L'éventail des services assurés par le truchement des satellites canadiens est très vaste. Les usagers du système de communications par satellite sont Radio-Canada, la Chambre des communes, les compagnies de téléphone, la télédistribution, les émissions de la télé-éducative, la télévision payante, la télédiffusion dans les régions éloignées, le service de communications numériques intégrées (Stratoroute 2000) pour les grandes entreprises, la publication des journaux comme le *Globe and*



Françoise Côté

Mail, l'exploration pétrolière et gazière et enfin les terminaux de cueillette de nouvelles par satellite.

Depuis 1973, le Canada participe au projet Sarsat, devenu aujourd'hui l'une des meilleures réalisations de coopération internationale dans l'espace. Mis au point par le Canada, les États-Unis et la France, Sarsat est un système de repérage et de sauvetage par satellite, qui a déjà permis de sauver plus d'une centaine de vies humaines. En réalité il faut parler de COSPAS/SARSAT, puisque le système occidental est relié à un système soviétique similaire et compatible sur le plan technologique (COSPAS). Ce système utilise des satellites sur orbite polaire, qui assurent une couverture mondiale en quelques heures pour tout désastre aérien ou maritime.

Dernière trouvaille

La dernière trouvaille canadienne est le MSAT. «M» veut dire mobile et il s'agit bien d'un satellite pouvant offrir un service mobile, assurant partout au Canada des services fiables de radio et de radiotéléphone interactifs, sans égard à la distance. Contrairement aux stations au sol qui nécessitent des antennes paraboliques coûteuses et relativement grandes, des milliers de petites stations mobiles semblables à celles que l'on trouve dans les taxis et dans les postes de pilotage des avions pourraient être desservies par un seul satellite du service mobile.

En avril 1983 le ministère fédéral des Communications a octroyé à Spar Aérospatiale de Montréal un contrat de 8,5 millions \$ pour l'étude d'un satellite de démonstration MSAT. Avec cette innovation le Canada pourrait être en bonne place pour obtenir une partie importante du marché mondial des satellites de télécommunications mobiles. Au total le gouvernement a consacré 22 millions \$ pour des études au sujet de MSAT. On prévoit que d'ici l'an 2000, il pourrait y avoir 140 000 utilisateurs canadiens. Le satellite serait particulièrement utile pour les opérations de secours, la lutte

contre les incendies de forêts, le maintien de l'ordre, les services médicaux d'urgence et le transport de produits dangereux.

Des produits rentables

Depuis plus de 20 ans l'industrie spatiale canadienne a acquis une réputation mondiale pour sa compétence. Avec des ventes qui ont augmenté de plus de 300% au cours des six dernières années pour atteindre les 3 milliards\$ en 1982, l'industrie aérospatiale qui emploie plus de 40 000 personnes, exporte environ 80 p. cent de sa production, ce qui représente des ventes de plus de 2,4 milliards\$.

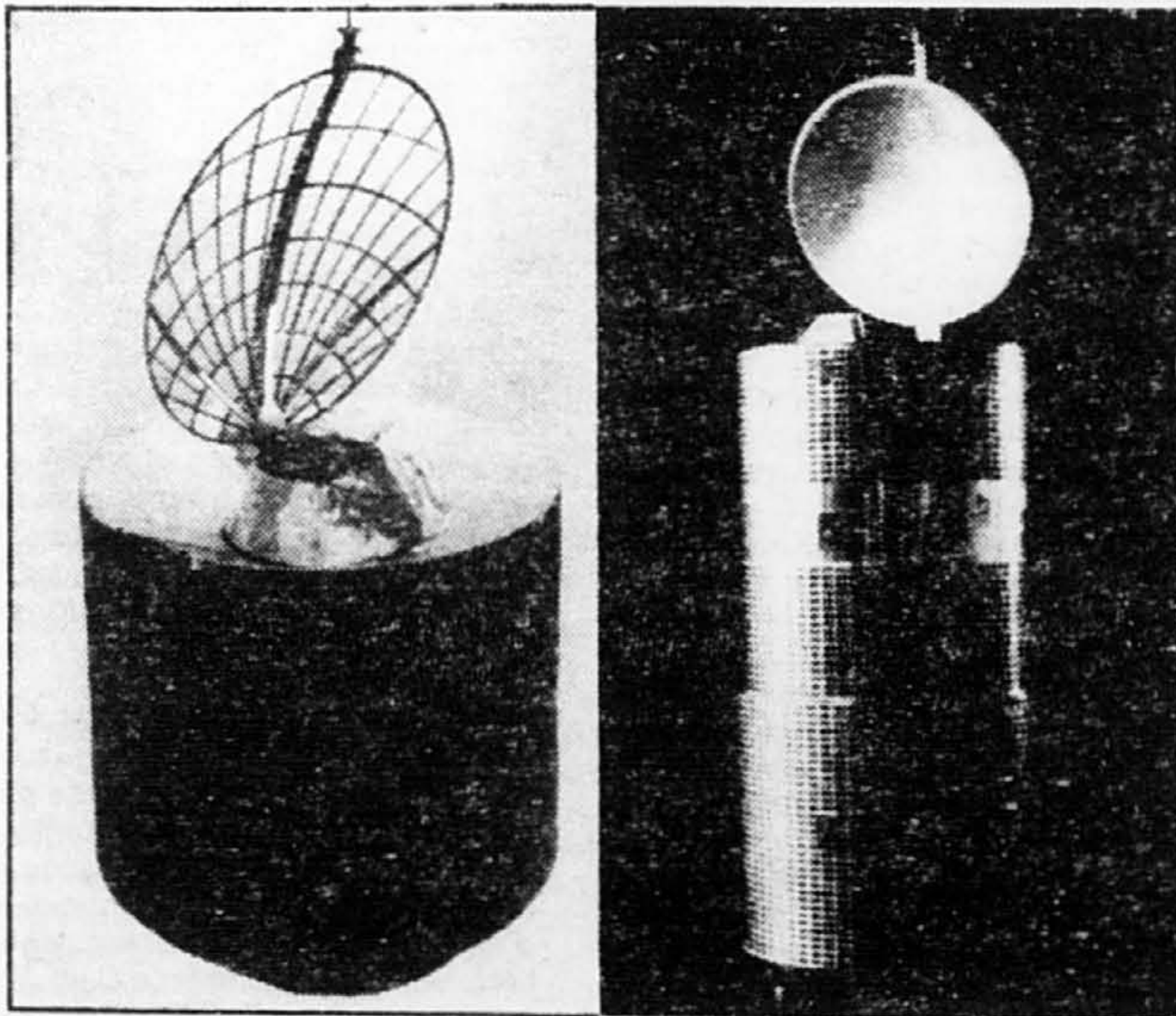
Le premier bras télémanipulateur au monde, le bras canadien qui équipe toutes les navettes spatiales depuis ses débuts avec la navette Columbia en 1981, est en voie de s'adapter pour utilisation terrestre dans les mines, les centrales nucléaires, dans les laboratoires de recherches. Comme le faisait remarquer l'un des directeurs de la NASA à Washington, M. Milton Silveira, devant l'Ordre des Ingénieurs du Québec, le Canada qui a fait cadeau à la NASA du premier bras télémanipulateur, pour ensuite en vendre trois autres commence déjà à rentabiliser son innovation spatiale.

Avec le projet de vision spatiale que le premier astronaute canadien Marc Garneau doit expérimenter, le Canada pourrait avoir un rôle dans la construction d'une station orbitale prévue pour les débuts de 1990. Le gouvernement canadien a déjà engagé 2,4 millions \$ pour une étude sur la participation canadienne. En mars dernier l'ancien ministre de la Science et de la Technologie dans le cabinet Trudeau, M. Donald Johnston, a annoncé une augmentation de 122,2 millions \$ pour le budget consacré aux programmes spatiaux civils du pays, pour les deux prochaines années. Cela porte le total de l'investissement canadien à 446 millions \$.

Une industrie florissante

L'industrie aérospatiale canadienne tourne autour d'une centaine d'entreprises. La plus connue est Spar Aérospatiale, installée à Sainte-Anne-de-Bellevue, dans la région montréalaise et à Toronto. Spar a collaboré à la conception et à la fabrication de tous les satellites canadiens et d'environ 35 satellites étrangers. Spar a d'importants contrats de sous-traitance avec l'Agence spatiale européenne (ASE), avec Intelsat ainsi que Brazilat.

D'ici 1986, l'industrie aérospatiale canadienne espère voir ses ventes dépasser les 7 milliards \$, si son rythme actuel de croissance se maintient.



À gauche, l'Anik-1, premier satellite de télécommunication au monde mis sur orbite géostationnaire (1972); à droite, l'Anik C-1 lancé en 1982 pour assurer la radio-télédiffusion et la télé payante pour une autre décennie.

Les immortels ont encore frappé. Ils sèment le doute dans les esprits, rendent la vie impossible aux professeurs et aux journalistes, enquiennent les ministres. Les immortels? Un groupe très sélect, quarante au maximum, qui se réunissent cérémonieusement sous une coupole de la rive gauche parisienne, en habits verts, sabre à la ceinture.

On les appelle aussi les «membres de l'Académie française». Depuis 349 ans, ils sont les garants de la pureté de la langue, qu'ils ont décidé de défendre, cette fois-ci, contre les offensives destructrices du féminisme.

L'objet de la bataille grammaticale? Le genre, messieurs dames! C'est que la ministre française des droits de la femme, Yvette Roudy, a chargé une commission de terminologie dirigée par l'écrivaine Benoîte Groult de «féminiser» les noms de métiers, de trouver des équivalents féminins à «docteur», «député» et «poète».

Un travail similaire a été entrepris depuis un bon moment au Québec, en Suisse et en Belgique, pour ne parler que de pays francophones. Mais, chacun le sait, tant que la France ne l'a pas fait, ce n'est pas vraiment français.

Mais en France justement, l'Académie veille sur la grammaire et l'orthographe. Ses immortels — appelés ainsi parce que élus à vie — ont érigé leurs fortifications antiféministes sur une règle qui a fait ses preuves et que la grammairienne Grevisse de notre adolescence résume galamment en son paragraphe 99 A, «certains noms de personnes ne s'appliquant habituellement qu'à des hommes n'ont pas de forme féminine: auteur, bourreau, charlatan, cocher, déserteur, échevin, écrivain, etc.»

Cela ne veut pas dire que les femmes ne peuvent pas exercer ces activités. Cela veut simplement dire qu'elles doivent le faire sous le titre de «madame l'auteur» ou «madame le cocher».

Alors quand la commission de terminologie de Benoîte Groult adopte, cet été, le principe selon lequel tous les noms de profession se terminant avec un «e» muet pourront être automatiquement mis au féminin en disant «la juge», «la poète» et «la commissaire de police», l'Académie retousse sa plume et met en garde: «On peut craindre que la tâche assignée à la commission ne procède d'un contresens sur la notion de genre grammatical et qu'elle ne débouche sur des propositions contraires à l'esprit de la langue.»

L'Académie craint que les recommandations de la commission Groult ne servent qu'à «mettre la confusion et le désordre dans un équilibre subtil né de l'usage, et qu'il paraîtrait mieux avisé de laisser à l'usage le soin de modifier.»

Le phallocentrisme naïf

Ce n'est pas à Benoîte Groult, auteure d'*Ainsi soit-elle*, qu'on apprendra à faire des phrases. «Il n'y a pas de féminin possible quand on ne veut pas qu'il y en ait», répond-elle à l'Académie, dont les arguments, «qui se voudraient linguistiques, ne sont en fait qu'idéologiques et relèvent (d'un) phallocentrisme naïf.» Et vlan!

Le ministre Roudy n'hésite pas, elle non plus, à qualifier les académiciens de «phalocrates» et elle rappelle avec insistance qu'une

seule femme est membre de ce club: Marguerite Yourcenar. «Madame l'Académicien», comme l'ont appelé ses pairs, habite cependant aux États-Unis et n'a pas pris part aux discussions en cours.

Il est d'ailleurs frappant de voir comment les femmes de carrière françaises se désintéressent de ce débat, lorsqu'elles ne le rejettent pas. Simone Veil, ex-présidente du Parlement européen, affirme qu'elle «trouve cela ridicule, tout à fait ridicule. Ce n'est même pas symbolique, cela n'a aucune importance. L'utilisation du féminin ou du masculin ne comporte en français aucune notion de valeur.»

Sans être aussi catégorique, d'autres insistent pour que dans leur cas, on s'en tienne à l'emploi du masculin, qui possède à leurs yeux un sens plus autoritaire. Ainsi Christine Ockrent, qui présente et dirige le bulletin d'information le plus écouté de la télévision, affirme: «On devrait m'appeler rédactrice, mais cette forme féminine ne correspond pas à mon travail, on penserait que je rédige un magazine féminin. Donc, je suis rédacteur, il n'y a rien à faire.»

D'autres encore se retranchent derrière la norme administrative qui, on le conçoit, n'a pas spécifiquement prévu l'arrivée de femmes à des postes importants. Lorsque Simone Roze est devenue récemment l'un des juges les plus importants du pays, on lui a demandé si on devait l'appeler «madame le premier président» ou «madame la première présidente» de la Cour de cassation. Elle a répondu: «Madame le premier président, car il faudrait modifier les



Jean-François Lisée



LA FÉMINISATION DES TITRES

Les immortels résistent

textes pour dire madame la première présidente.» Gageons que, si elle avait insisté, on aurait pu faire le changement sans attendre que la loi soit amendée.

Le sarcasme misogyne

Derrière cet immobilisme, cette hésitation à mener un combat pourtant «simple et juste», il y a, de l'humble avis de l'auteur de ces lignes qui, vous l'avez remarqué, utilise le féminin sans pudeur et sans souci de l'Académie, il y a, donc, une bonne dose de peur du ridicule.

Car il ne faut pas se le cacher, la misogynie française vit encore de beaux jours. Si les Français applaudissent à la nomination de femmes à des postes importants, traitent, en général, les femmes ministres avec autant de respect que les autres, ils continuent pourtant à considérer d'un oeil goguenard tout ce qui peut ressembler à une manifestation de féminisme.

Contrairement à ce que l'on observe en Amérique, du moins dans les classes moyennes, il n'y a pas en France de prédisposition favorable ou de prudente neutralité envers les revendications des femmes sur le sexisme, le harcèlement sexuel, etc.

Dans les milieux journalistiques français, on rend compte avec satisfaction d'une loi sur l'égalité professionnelle, mais on ne parle que sur le ton du sarcasme d'un projet de loi antisexiste concernant la publicité ou de l'actuel débat sur la féminisation.

De la droite intransigeante du *Figaro* à la gauche libérale libertaire de *Libération*, tous les quotidiens ont consacré des billets railleurs à

l'affaire de la féminisation. Le monde y compris. bien que ce dernier ait également ouvert ses pages aux points de vue des unes et des autres.

Lorsqu'on connaît la passion avec laquelle la presse française joue, à l'ordinaire, avec les concepts, dépêche les stratégies, jauge les arguments lorsqu'on connaît son goût pour les mots et leur sens, pour les échafaudages idéologiques et les querelles de Jésuites, on est surpris de la frivolité avec laquelle a été traité un débat aussi riche que celui du genre des mots, de l'effet d'entraînement d'une grammaire masculine, des subtils changements qu'introduirait ou non, une féminisation.

Même les immortels jouent à ce petit jeu. Lorsqu'on demande au secrétaire perpétuel, de l'Académie, Jean Mistler, si, selon son souhait, il faut écrire «Madame le ministre est bon» ou «Madame le ministre est bonne», il répond, tout joyeux de sa trouvaille: «Bonne à quoi, je vous le demande?»

L'exemple québécois

«Je reviens d'un séjour au Québec où tout le monde — et pas seulement les journalistes de la presse féminine — me présentait comme une écrivaine française ou une auteure d'essais féministes, raconte Benoîte Groult. Eh bien, en quelques jours, je me considérais moi-même comme une écrivaine. Quand je suis rentrée en France où cette expression choque et fait rire, j'ai eu l'impression de retourner dans un pays arriéré qui refusait de s'adapter à la réalité.» Et revlan!

La commission de terminologie

dirigée par l'écrivaine a pris le parti de piger dans les travaux de l'Office québécois de la langue française. La déléguée générale du Québec à Paris, Louise Beaudoin, est d'ailleurs l'une des «personnalités désignées» par la ministre Roudy pour conseiller la commission dans ses travaux.

Les quelque 500 termes déjà retenus par l'Office québécois ne seront pas adoptés en bloc par les Françaises qui pourront estimer qu'un terme qui semble correct au Québec revêt en France une connotation péjorative. Il y a aussi des cas où l'usage a déjà consacré une forme féminine en France différente de celle employée au Québec.

L'usage, c'est bien le terrain sur lequel l'académie et la commission, les anciens et les nouvelles, entendent croiser le fer. La ministre l'a dit, il n'y aura pas de décret imposant les recommandations de la commission. On invitera les gens à s'y conformer. L'Académie, de son côté, n'est pas non plus une instance législative, mais ses «avis» sont généralement considérés comme faisant autorité.

Que fera l'enseignant, tiraillé entre les recommandations de son employeur, l'État qui a organisé cette commission, et les «pères littéraires», gardiens de la pureté de la langue que sont les académiciens? Faudra-t-il dire que «la députée» est une faute d'orthographe? Les étudiants qui auront 49 p. cent à leur examen de français pourront-ils faire croire que leurs erreurs étaient des manifestations de respect de la femme? Et la journaliste qui décidera de «féminiser» dans ses articles, devra-t-elle se battre à coups de dictionnaires avec des directeurs de journaux misogynes, dont certains sont académiciens? Pire, puisque l'usage est roi, certaines voudront se faire appeler «madame la députée» d'autres «madame le député». Ce sera la gaffe assurée chaque fois qu'on leur adressera la parole. Mais il faut se résigner car, comme les Français aiment à le répéter, pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué? □

plus

éditeur
Roger D. Landry
éditeur adjoint
Réal Pelletier
chef des chroniques
Manon Chevalier
secrétaire de rédaction
Roch Côté
collaborateurs
au Québec

Philippe Barbaud
Jean Basile
Berthio
Alain Borgognon
Maurizia Binda
Françoise Côté
Gil Courtemanche
Antoine Désilets
Jean-François Doré
Claire Dutrisac
Lucie Faniel
Andrée Ferretti
Pierre Godin
Serge Grenier
Sophie Huet
Albert Juneau
Gérard Lambert
Adèle Lauzon
Yves Leclerc
Marie Lessard
Pol Martin
Mario Masson
Simone Piuze
Pierre Racine
Georges Schwartz
René Viau

Ottawa
Toronto
Vancouver
Mexico
Managua
San Salvador
Paris
Rome
Bruxelles
Chypre
Tokyo
Taiwan
plus publie également des reportages exclusifs obtenus de l'Agence France-Presse, de l'agence Inter Presse Service et de Reporters associés.

publicité

générale:
Probec5 Ltée
Tél.: Montréal 285-7306
Toronto (416) 967-1814
de détail: La Presse, Ltée
Tél.: (514) 285-6874

Le magazine plus est publié par Hebdobec Inc., C.P. 550 Succursale Place d'Armes Montréal H2Y 3H3, monté et imprimé par LA PRESSE, Ltée. Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction réservés.

président du conseil
d'administration
Roger D. Landry
responsable des
cahiers spéciaux
Manon Chevalier
secrétariat
Micheline Perron
Tél.: (514) 285-7319

On meurt partout autour, on vit encore à Fermont

Fermont. 3000 résidents, transplantés au milieu d'un océan d'épinettes noires, à 300 kilomètres à vol d'oiseau au nord de Sept-Îles et à 5 kilomètres tout juste à l'ouest de la frontière du Labrador, sur le sol spongieux de la taiga québécoise. Fermont, toute recroquevillée autour d'un mur immense, de son célèbre mur-écran dressé contre les vents glaciaux qui balaient le Moyen-nord de la province.

Fermont fut en effet imaginée selon le modèle des villes nordiques européennes, à même et au pied d'une gigantesque palissade, haute de six étages et longue d'un kilomètre, construite pour atténuer l'effet des vents dominants du nord et du nord-ouest.

C'est à l'intérieur de ce rempart que sont intégrés tous les services propres à assurer l'existence quotidienne: banques, magasins, écoles, église, restaurants, centre récréatif, hôtel, auxquels s'ajoutent 450 logements abritant 1200 personnes. Toutes les pièces généralement habitées le jour sont orientées vers le sud, l'est et l'ouest.

Il y a moyen de vivre dans le «mur» sans jamais avoir à mettre un seul pied à l'extérieur. On résiste mal, d'ailleurs à la tentation de ne jamais sortir de cette sorte de métro fluorescent et surchauffé, de ce vaste et plutôt laid centre d'achats qui tient lieu d'habitat et qui à l'heure, en tout cas, de soustraire aux rigueurs du climat subarctique. Il n'est pas rare que des résidents du «mur», souvent des femmes, ne revêtent leur long manteau d'hiver qu'une ou deux fois entre décembre et avril pour aller respirer l'air au-dehors. On s'habitue vite à vrai dire à la douce sensation de se laisser hiberner jusqu'à la fonte des glaces, à l'indolence douillette de l'air domestiqué et chaud du «mur». Il faut un vigoureux coup de cœur et de courage pour aller humer l'air coupant du dehors.

Le tissu urbain est très dense à Fermont, où l'on vit entassé, comme si l'on voulait exorciser l'isolement angoissant des lieux. Ainsi la ville, aménagée de manière à réduire les distances de marche à parcourir, abrite-t-elle 26 personnes à l'acre en comparaison de 11 seulement dans d'autres villes nordiques.

Un sentiment d'irréel

Le véritable choc quand on

aborde les rives fermontoises est unique dans les villes minières du Nouveau-Québec. On ne ressent pas à Schefferville, pourtant située à 300 kilomètres plus au nord, ou à Gagnon à une centaine de kilomètres à l'ouest, un tel sentiment d'irréel, de presque désincarnation au cœur du désert nordique. À Schefferville et Gagnon, on n'est pas immédiatement assailli par la vision de camp retranché, de ville fortifiée que laisse filtrer la municipalité fermontoise. Microcosme singulier, doté d'un code social propre, d'une sociologie propre, d'un art de vivre propre. Cité entièrement organisée, enrégimentée, prise en charge. Cité coquettement ficelée, joliment emballée, toute prête-à-porter.

À Fermont, on n'a pas le choix de ses priorités, de ses originalités, de ses petites incartades, de ses goûts. On est libre de travailler ou de s'ennuyer. Tout est pensé, casé, fiché, structuré, fonctionnel.

Ainsi ne loge pas qui veut où il veut. La politique et l'attribution des logements aux travailleurs sont déterminées par la compagnie d'après la fonction exercée et la taille de la famille. Les salariés vivant seuls ou avec un ou deux enfants ont droit à une chambre ou à un appartement dans le mur-écran. Les familles plus nombreuses et les contremaitres par exemple ont droit, de leur côté aux maisons unifamiliales qui s'étalent au pied du mur. Autre exemple: le CLSC possède des maisons et des appartements dans le mur. Les médecins à l'emploi de l'organisme ont droit de résider dans une maison, tandis que les infirmières, elles, doivent emménager à l'intérieur de la palissade.

Même le système routier a été spécialement conçu pour décourager ceux qui auraient eu le pied trop pesant, en n'offrant que des intersections en «T».

Ce qui frappe d'abord à Fermont, c'est la présence de tant de mesure au pays de la démesure même et de l'énergie pure. Celle de tant de règles, de codes, de modes d'emploi au pays de l'absolu et de la sorte d'éternité qui habite cette contrée.

Ne résiste pas qui veut à Fermont, mais qui peut. Parce qu'à l'instar de toutes les petites communautés, celle qui vit à Fermont est impitoyable pour les marginaux ou les rebelles de toutes provenances et de tous poils. Elle juge, sanctionne, sélectionne. On s'y moule, s'y conforme. Ou bien c'est

elle qui nous rejette, nous chasse.

Une seule fin: le travail

On ne vit pas à Fermont par attente ou par choix. L'unique motivation, la seule fin pour laquelle on s'y est installé se résume à un mot: travail. Souvent parce qu'on n'a rien trouvé «au sud». Très peu, en tout cas, pour l'aventure, la beauté du décor, le dépaysement ou l'environnement.

La minière Québec-Cartier emploie 85 p. cent des travailleurs fermontois dans ses mines et installations du Mont Wright, situé à une dizaine de milles de la ville. Les autres travailleurs oeuvrent dans le secteur des services. Le revenu annuel moyen des salariés de QCM à Fermont s'élève à environ 30 000 dollars, chiffre passablement élevé mais largement hypothéqué par le coût de la vie du tiers plus élevé là-bas que dans le reste de la province. Ainsi, à cause du climat et du fait que toutes les résidences sont chauffées à l'électricité, la facture moyenne des Fermontois à l'endroit d'Hydro-Québec s'élève à 2 000 dollars par année, soit 45 p. cent de plus que la moyenne québécoise.

Les communications et le transport engagent également une lourde partie du salaire des travailleurs fermontois. Il en coûte par exemple, à bord des appareils de Québecair, la jolie somme de 200 dollars pour sortir de la ville et rejoindre Sept-Îles, et 400 dollars pour rejoindre Montréal. Ces coûts sont prohibitifs quand il s'agit de familles entières à déplacer. À défaut de pouvoir s'évader occasionnellement de la ville, on téléphone. Encore là, les Fermontois s'en tirent chaque mois avec de lourds tributs à payer à la compagnie Télébec.

Puis vint la crise

À cette allèchement certainement trompeur des salaires du Nord et du «Klondyke» québécois se superposent aujourd'hui un contexte de crise sans précédent dans l'industrie minière, une terrible récession qui affecte les marchés du fer et de l'acier.

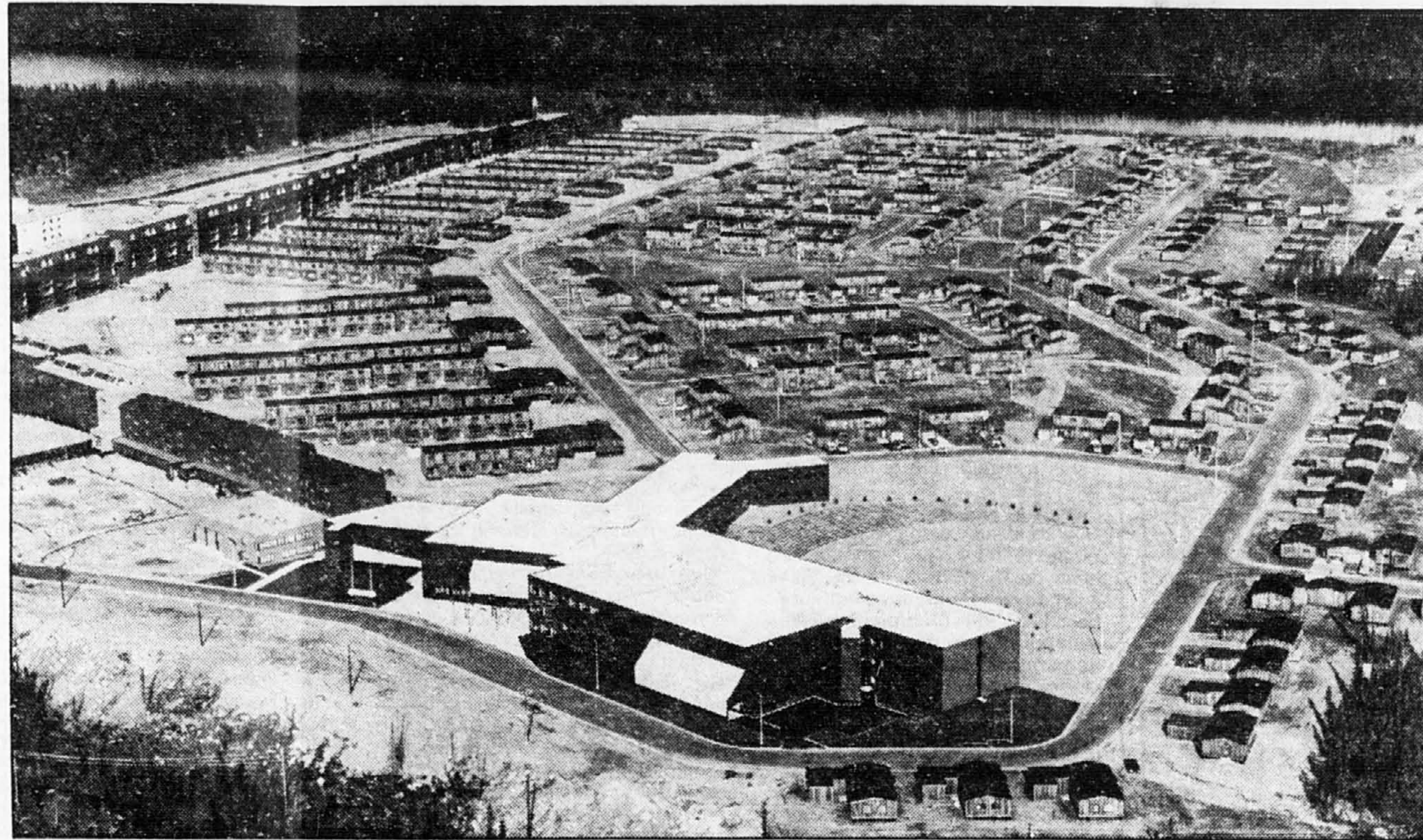
Pour les Fermontois, cette crise a montré ses premières lueurs à l'automne et l'hiver de l'année 82 alors que Québec-Cartier n'a pas rappelé tous les travailleurs qu'elle avait «temporairement» mis à pied à l'occasion des Fêtes et de la période estivale. 220 travailleurs ont ainsi perdu leur emploi cette année-là, et deux cent autres depuis cette époque.

Fermont fait donc ainsi depuis deux ans l'éprouvant apprentissage de la décroissance et du chômage. Elle doit approviser un langage nouveau: celui des prestations d'assurance-chômage et des centres d'emplois gouvernementaux.

Autre influence du nouveau climat économique sur la vie fermontoise: la rareté des emplois a entraîné une relative stabilité au sein de la population, dont le roulement s'établit actuellement à 7 p. cent alors qu'il atteignait 30 p. cent il y a trois ans.

La crise du fer a culminé bien sûr avec la fin des opérations de la minière IOC (nouvelle dénomination francisée de Iron Ore Company) à Schefferville au printemps 83. Schefferville n'est plus à présent qu'une demi-morte et ne demeure sur la carte que grâce aux deux communautés autochtones qui y sont établies. Par ailleurs le

LES DIX ANS D'UNE COMPANY TOWN FERMONT L'EMMURÉE



Québec-Cartier, filiale de la puissante US Steel, fondait Fermont il y a dix ans pour l'exploitation du gisement ferreux du Mont Wright.



Monique Durand

spectre de la fermeture se rapproche de jour en jour à Gagnon. Il hante les rues gagnonaises depuis des mois, des mois qui n'en finissent plus, et rend les résidents fous de tension et d'incertitude. L'annonce de la fin des activités de la société d'État Sidbec-Normines à Gagnon n'est plus qu'une formalité.

La disparition de Gagnon aura des incidences majeures sur la communauté de Fermont. En effet, entre le tiers et la moitié des travailleurs gagnonnais sont susceptibles de se prévaloir de leur droit d'ancienneté pour aller «déplacer» — bumper — leurs plus jeunes collègues fermontois. Il faut savoir que les travailleurs des deux villes sont liés par la même convention collective et partant, par la même liste d'ancienneté. Québec-Cartier est en effet le gestionnaire de Sidbec-Normines à Gagnon et fournit à Sidbec la main-d'oeuvre.

Bien sûr, tous les plus anciens de Sidbec-Normines ne se prévaudront pas nécessairement de cette

son sentiment de solitude et d'isolement.

Pas de cimetière

Car on souffre beaucoup de la solitude et de l'isolement à Fermont, même si paradoxalement, on n'est jamais tout à fait seul dans cette ville. La vie sociale y est dense. On reçoit et puis on est reçu fréquemment. Recevoir les autres constitue à vrai dire la seule activité possible, outre la pratique des sports, dans la cité fermontoise. Les restaurants, les brasseries et les bars tournent à pleine vapeur à longueur d'année.

L'environnement fermontois présente ainsi un visage à la fois inhabitant et sécurisant. Inhabitant, parce qu'on finit par étouffer, suffoquer dans cet univers clos, où les gens se connaissent trop et s'enferment fort malsaine pour la santé psychique et physique de la population de Fermont.

On peut d'ores et déjà prévoir, si tôt la fermeture de Gagnon «consommée», un vaste remue-ménage, un mémorable tohu-tohu à Fermont qui devra accueillir les nouveaux visages gagnonnais à la suite du départ des Fermontois «Moins chanceux». La disponibilité des logements à Fermont ne permettra pas de recevoir les uns sans que les autres n'aient déjà quitté la ville.

Gagnon évanouie, Fermont deviendra le dernier témoin de l'aventure du fer sur la Côte-Nord, le dernier avant-poste de l'occupation du sol québécois par sa population non autochtone. Cela ne pourra évidemment qu'exacerber

Même si de nombreux Fermontois se sont donnés des racines à Fermont, même s'ils affirment s'y plaire et pouvoir s'y réaliser plus facilement peut-être que dans les grands centres, il est significatif de constater que personne n'aspire à y finir ses jours. D'ailleurs il n'y a pas de cimetière à Fermont. Ni de personnes âgées. Ses résidents n'y conçoivent leur vie qu'à la manière d'un transit plus ou moins prolongé.

Un tel contexte donne lieu, bien sûr, à toute une panoplie de maux psychiques et physiques dus à l'isolement. En tête de liste de ces maux: l'alcoolisme, parvenu à l'état de fléau à Fermont. Il s'attache en priorité aux chambreurs du «mur», ces jeunes hommes dont l'âge varie entre 20 et 35 ans et dont la famille est demeurée «dans le sud». Ces jeunes hommes dont l'existence se joue, avec l'assiduité d'un pendule, entre l'autobus pour la mine, les timbres-repas pour la cafétéria, la radio communautaire, les restaurants ont donc transporté leurs pénates dans le nouveau «centre-ville» depuis jeudi et y demeureront jusqu'à la fin des festivités, dimanche.

«Fermont-hors-les-murs» veut ainsi crier sa nostalgie du sud, mais surtout crier qu'elle existe. Que si l'on meurt partout autour, à Schefferville, à Gagnon, on vit encore à Fermont.

Des artistes et des personnalités comme la ville n'en reverra plus pour des années encore, défileront à l'occasion des célébrations. Et les 3 000 Fermontois se tremperont totalement dans la fête. Bien sûr la bière sera la même, mais peut-être durant ces jours pourrat-on la goûter davantage. L'ennui sera le même, mais peut-être arrivera-t-on à le mieux transgresser. L'incertitude sera la même, mais peut-être se laissera-t-elle conjurer plus facilement.

Les Fermontois vivront ces jours comme s'ils étaient là depuis toujours et pour toujours. Ils seront éternels, comme le pays qui les entoure, pour quatre jours.

Stress et dépression

Au second rang des plaies qui rongent la ville, il y a les dépressions et le stress. À ce chapitre, le nombre des consultations auprès des divers professionnels de la santé est en relation directe avec le degré d'incertitude qui agite la population quant à son avenir à Fermont. La santé psychique et physique des Fermontois évolue ainsi au rythme des conventions collectives, des mises à pied et du dossier lancinant de Gagnon. Depuis les débuts de la crise du fer, on a constaté une recrudescence très nette du nombre de consultations pour malaises somatiques reliées à l'angoisse et au stress. Les dépressifs ont augmenté de façon considérable parmi les travailleurs et leurs conjoints.

À l'incertitude, facteur de stress, s'ajoute pour maintes femmes une méadaptation chronique à leur nouveau milieu. Souvent, elles ont pris pays parce qu'elles prenaient mari et, sans travail et sans motivation, offrent un terrain de prédilection au développement des maladies nerveuses.

Et comme si tout cela ne suffisait pas, il y a eu, au cours des 24 derniers mois à Fermont, 3 suicides et 7 tentatives de suicide, soit un taux annuel de beaucoup supérieur à la moyenne québécoise.

Même les plus jeunes Fermontois, ceux-là même qui sont nés dans le Nord, ressentent l'isolement comme une épreuve majeure et un handicap fondamental dans leur existence. Une étude récente commandée par le CLSC de l'endroit relève que «bien que la ville semble répondre aux besoins des jeunes et à leurs attentes, ceux-ci affirment s'ennuyer et vivre l'isolement péniblement, surtout durant l'adolescence.» L'isolement des jeunes se trouve peut-être renforcé davantage par l'échelle de valeurs spécifiquement tournée vers le travail et la réalisation des ambitions qui est celle de leurs parents, constate encore l'étude.

Pour fêter son dixième anniversaire, Fermont a symboliquement déménagé son «centre-ville» sur la patinoire de l'aréna, afin de reproduire un peu l'atmosphère «downtown» et l'aménagement centralisé des villes «d'en-bas». L'église, l'hôtel-de-ville, la minière Québec-Cartier, la radio communautaire, les restaurants ont donc transporté leurs pénates dans le nouveau «centre-ville» depuis jeudi et y demeureront jusqu'à la fin des festivités, dimanche.

«Fermont-hors-les-murs» veut ainsi crier sa nostalgie du sud, mais surtout crier qu'elle existe. Que si l'on meurt partout autour, à Schefferville, à Gagnon, on vit encore à Fermont.

Des artistes et des personnalités comme la ville n'en reverra plus pour des années encore, défileront à l'occasion des célébrations. Et les 3 000 Fermontois se tremperont totalement dans la fête. Bien sûr la bière sera la même, mais peut-être durant ces jours pourrat-on la goûter davantage. L'ennui sera le même, mais peut-être arrivera-t-on à le mieux transgresser. L'incertitude sera la même, mais peut-être se laissera-t-elle conjurer plus facilement.

Les Fermontois vivront ces jours comme s'ils étaient là depuis toujours et pour toujours. Ils seront éternels, comme le pays qui les entoure, pour quatre jours.

CONGRÈS
INTERNATIONAL
SUR
CARTHAGE

Avec une équipe
universitaire
trifluvienne, une
quarantaine
d'archéologues d'une
dizaine de pays
présentent et
confrontent les
résultats de leurs
recherches.
Communications,
diaporama,
exposition.

du 10 au 13 octobre 1984

Carthage
arabe

Carthage
chrétienne



Carthage
romaine



Carthage
punique



Université
du Québec
à Trois-Rivières

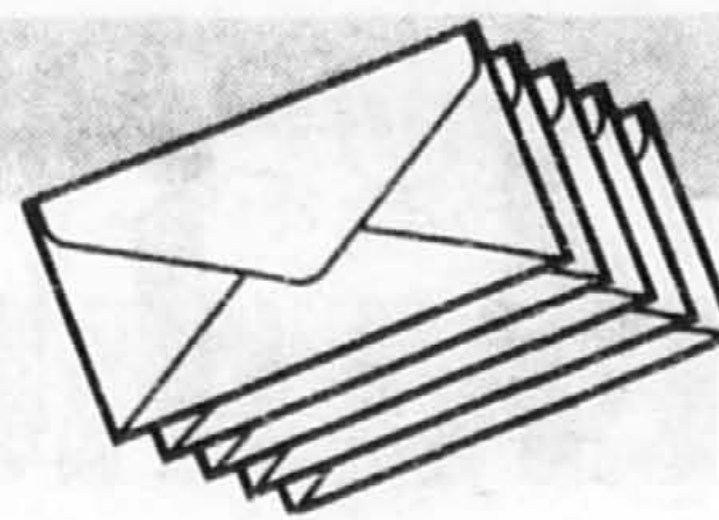
Casse postale 500
Trois-Rivières, Que.
Canada G9A 5H7
Tél. (819) 376-5572

LA CHASSE



BERTHIO

LE COURRIER



On adresse le courrier à
Yves Leclerc
La Presse - PLUS
44 ouest, rue Saint-Antoine
Montréal, Qué. H2Y 1A2

Cher Monsieur Leclerc,

(...) Je m'intéresse à la micro-informatique depuis un peu plus d'un an et j'aimerais bien adhérer à un club de ma région pour recevoir réponse à toutes les questions que je me pose. J'ai débuté avec un VIC-20; j'ai maintenant un Commodore-64, un lecteur de disquettes 1541 et l'imprimante MPS-801.

Cette lettre est rédigée à l'aide du programme de traitement de texte SPEEDSCRIPT de Charles Brannon, paru dans COMPUTE'S Second Book of Commodore 64. Je suis très content du programme, sauf que je n'ai pas les accents français, que je dois ajouter à la main.

Aussi, j'ai tapé le programme How to Make Custom Characters on the 64 paru dans le même volume de COMPUTE. Je me suis servi de ce «programme-éditeur» pour bâtir tout un alphabet français pour les lettres qui peuvent demander des accents aigus, graves, circonflexes, etc., plus le «e» tréma et le «c» cédille. Tout fonctionne très bien sur écran (pas sur imprimante encore). J'ai placé ces lettres près des voyelles correspondantes pour utilisation par la touche «Commodore». Vous devinez que j'ai voulu essayer de «marier» les deux programmes (traitement de texte et alphabet français), de façon à avoir un traitement de texte en français. Je n'y suis pas parvenu.

Je suppose que les zones de mémoire réservées sont les mêmes en partie pour les deux programmes, mais je ne sais pas comment les changer et les bloquer pour que ça fonctionne. Pourtant, ça doit être possible.

Faire imprimer des «custom characters» me paraît aussi une autre histoire. Récemment, Richard Winters publiait un article sur l'imprimante MPS-801 et fournissait un programme-éditeur pour calculer et afficher les DATA des caractères programmables que l'utilisateur pourrait vouloir imprimer (Commodore Microcomputers, juillet-août 84, pp. 114-115). J'ai tapé ce programme et il fonctionne très bien. Mais je ne peux voir comment je pourrais incorporer tout un programme avec DATA pour mes voyelles françaises et le faire fonctionner avec le programme SPEEDSCRIPT qui, de surcroît, est en langage-machine.

Le plus simple, direz-vous, est d'oublier tout cela et d'acheter un bon logiciel de traitement de texte français! Mais vous connaissez l'obstination des informaticiens, même très novices comme moi.

Je prends donc la liberté de vous confier tout ce problème, accompagné des listings des programmes. Peut-être d'un coup d'oeil, avec votre grande expérience, sauriez-vous me donner le «tuyau» pour régler mon problème...

Un fidèle lecteur de votre chronique,

Raoul-A. Blouin,
108 Lansdowne,
GRANBY J2G 4P4

RÉPONSE: J'ai bien essayé de jeter un coup d'oeil sur les photocopies et les listages que vous m'avez adressés, mais ma «grande expérience» ne m'a pas servi à grand-chose: je n'ai pas de solution instantanée à vous offrir, à peine quelques suggestions qui pourraient paver la voie à une solution.

Tout d'abord, si vous êtes aussi novice que vous le laissez entendre, je suis impressionné que vous vous soyez lancé dans une telle entreprise: le bricolage en langage-machine n'est pas la chose la plus simple en informatique. Et si vos programmes marchent, c'est encore mieux!

Deuxièmement, un listing de code-machine en décimal pour un microprocesseur (le 6502) avec lequel je n'ai pas travaillé depuis plusieurs années ne m'apprend hélas rien. La première chose à faire à mon avis est de vous trouver (ou de vous écrire en BASIC, ce n'est pas très sorcier) un «désassembleur» qui retranscrive ces codes en assembleur classique. Le programme sera alors plus compréhensible. Si ma mémoire ne me trahit pas, COMPUTE a déjà publié un désassembleur en BASIC pour 6502. Il y a assez longtemps cependant.

Troisièmement, si votre système fonctionne un peu comme le mien, la manière la plus simple de résoudre le problème serait d'intercepter les codes des caractères accentués juste avant la routine du programme qui les envoie à l'écran, et de les remplacer par les représentations graphiques des accents. Quand j'avais fait ça sur mon vieux SWTP il y a cinq ans, ça m'avait pris le plus gros de deux fins de semaine, alors méfiez-vous.

Vous pourriez utiliser les deux autres programmes pour calculer les valeurs voulues, que vous noteriez et inscrieriez alors au bon endroit dans le programme de traitement de texte. Ce n'est pas la façon la plus élégante de faire ça sans doute, mais ça a des chances de marcher.

Enfin, je publie votre lettre et votre adresse au complet dans l'espoir qu'un autre des lecteurs de cette page en saura plus que moi sur le sujet et pourra vous venir en aide.

Bonne chance!

□

DEMAIN L'AN 2000

Yves Leclerc



Un ordinateur qui ne vous coûte rien

Un membre de ma famille, à qui j'ai refilé sans le vouloir ma passion pour l'informatique, s'est acheté l'an dernier un micro domestique TI-99 / 4A, pour «voir comment ça marche» et familiariser ses enfants avec le phénomène. Aujourd'hui, il a ajouté à son ordinateur de la mémoire, un lecteur de disquettes et des programmes sans que cela lui coûte rien... sauf un certain nombre d'heures de plaisir masochiste.

Il fait partie du nombre croissant d'utilisateurs de petits ordinateurs qui découvrent que ces machines qui semblaient tout juste bonnes à jouer à Star Wars et à programmer le jeu du Pendu peuvent aussi devenir des instruments de travail capables de rapporter des sous et, à la limite, de se payer tout seuls.

Ce qui est arrivé à mon parent, c'est que sa femme avait travaillé sur une enquête-sondage auprès de quelques centaines de personnes dans sa région. Au moment de compiler les résultats, on s'est demandé si on allait procéder à la main ou faire appel à un service professionnel d'informatique. C'est là que mon informaticien amateur a vu sa chance.

En échange du prix des accessoires qu'il rêvait depuis un certain temps de s'offrir, il a proposé de programmer et d'effectuer le traitement sur son TI, ce qui lui a pris quelques longues soirées. Et ses «clients» ont été tout à fait satisfaits du résultat de l'expérience.

Pour d'autres, l'occasion peut se présenter de bien d'autres manières, et prendre une importance diverse. Il s'agit de se tenir aux aguets... et d'être raisonnablement conscient de ce qui est possible ou pas avec telle ou telle machine, telle ou telle configuration. Par exemple, dans la plupart des cas, pour effectuer du travail «sérieux», il faut une imprimante, et assez souvent un, sinon deux, lecteurs de disques.

En gros, les manières de faire de l'argent au moyen de son ordinateur domestique se divisent en trois catégories: les choses qui entrent dans votre domaine de compétence mais pour lesquelles l'ordinateur vous sert, les tâches (généralement répétitives) qui seraient faites normalement à la main et que l'ordinateur rend plus faciles et plus rapides, et les travaux qui sont reliés à l'ordinateur lui-même.

Bilans et adressage

Dans la première catégorie se trouvent des travaux qui font partie de votre profession et que vous pouvez réaliser dans votre temps libre pour vous faire un supplément de revenu. Par exemple, vous êtes comptable dans un bu-

reau. Vous pouvez fort bien utiliser votre ordinateur pour tenir à jour les finances personnelles de vos voisins ou celles des petits commerçants du quartier.

Si vous avez des connaissances en arpentage, vous pouvez aider vos amis à résoudre leurs problèmes de limites de terrain. Si vous êtes capable de faire de la traduction, ou de la rédaction commerciale, vous pouvez prendre du travail «à la pige» à faire sur votre traitement de texte domestique dans votre temps libre. Vous êtes maîtresse de maison, mais vous avez une formation de secrétaire-dactylo: faites de la frappe à la pige sur l'ordinateur familial, c'est plus rapide et moins ennuyeux... et plus rémunérateur qu'à la machine à écrire.

Le deuxième groupe d'activités peut comprendre des tâches très variées, allant du plus sérieux au plus farfelu. Pas mal de gens se font des sous en adressant par ordinateur des enveloppes. D'autres prennent à contrat la correction et la mise en page de journaux d'entreprises ou de publications de quartier. Certains se servent de leur machine pour tirer des horoscopes ou imprimer des «biorythmes». Un autre a mis sur pied un service amateur de «dating», un autre un système pour trouver à des joueurs de tennis esseulés des partenaires de leur force.

Programmes et formation

Dans la plupart des cas qui précèdent, les tâches sont accomplies en utilisant des programmes disponibles commercialement: comptabilité, tableurs, traitement de texte, gestionnaires de base de données. Ce n'est qu'au niveau de l'utilisation que vous intervenez.

Cependant, si vous êtes devenu particulièrement habile avec votre ordinateur, vous pouvez même vous lancer dans la programmation en «freelance». Dans certains cas, ce sont des maisons d'informatique qui ont de petites tâches à effectuer et qui pour éviter d'embaucher du personnel permanent, se cherchent des sous-traitants à l'extérieur. Par le passé, il fallait souvent programmer en langage machine ou en Fortran pour obtenir ces contrats. Aujourd'hui, une part surprenante du travail se fait en BASIC ou en Pascal.

Dans d'autres cas, ce sont de petites et moyennes entreprises qui ont besoin de programmes «sur mesures» et qui ne sont pas disposées à payer le gros prix d'une société d'informatique pour les obtenir. Cependant, il faut faire attention: souvent, le client ne sait pas exactement ce qu'il veut et cela vous prendra tellement de temps qu'à la limite, ce ne sera plus rentable.

Une autre manière de faire de l'argent avec son micro est de donner des «cours privés»: en traitement de texte, en Visicalc ou en Lotus 1-2-3, etc. Ne vous y hasardez que si vous-même connaissez à fond les programmes que vous voulez enseigner aux autres.

Enfin, il y a une toute nouvelle profession qui apparaît, celle de «courtier en information», qui a aussi son pendant amateur: si

vous êtes équipé d'un MODEM et d'abonnements à quelques-unes des principales banques de données commerciales (Compuserve, Dialog, etc.), rien ne vous empêche de monnayer cela en vous chargeant de retrouver pour des clients des données dont ils ont besoin. Vous pouvez faire cela le soir ou la nuit, lorsque les tarifs du téléphone interurbain et des banques de données sont à leur plus bas.

Un avertissement pour finir: ne vous imaginez quand même pas que votre hobby peut vous rendre millionnaire, et n'allez pas vous embarquer dans des tâches qui vous ennueront ou que vous ne saurez pas mener à bout.

Mais avec un peu de discernement et un peu de prudence, rien ne vous empêche de vous retrouver un jour avec un ordinateur tout équipé qui se sera pratiquement payé tout seul. □

SI LES ORDINATEURS POUVAIENT CHOISIR...

Les libraires et leurs collègues des boutiques d'informatique l'ont fait, eux:

MODULO

Voici la liste des librairies et boutiques d'informatique qui participent à la promotion de la Collection Informatique Modulo, qui se tiendra du 5 au 20 octobre 1984.

ESTRIE

- Biblairie G.G.C., Cégep Sherbrooke
- Biblairie Universitaire, Université de Sherbrooke
- Librairie Demarc (3), Carrefour Estrie, Sherbrooke
- Visiontronique, 218 Saint-Alexandre, Sherbrooke

SAGUENAY — LAC SAINT-JEAN

- Gestrix 2000 Inc., 512 ouest, Collard, Alma
- Librairie Classic (108), 1324 Talbot, Chicoutimi
- Librairie Garneau (7), 1401 Talbot, Chicoutimi
- Ormic C.E.M. Inc., 8 rue Racine, Chicoutimi

MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC

- Aniras Micro-Ordinateurs Inc., 553, Place du Marché, Shawinigan
- Librairie Classic (122), 4125, boul. des Forges, Trois-Rivières
- Librairie Clément-Morin, centre commercial Les Rivières, Trois-Rivières
- Librairie Marie-Victorin, 355, boul. Saint-Joseph, Drummondville
- Librairie Poirier, 1545, rue Royale, Trois-Rivières
- Ormic Microgère, 1500, Notre-Dame, Trois-Rivières

BAS SAINT-LAURENT EST DU QUÉBEC

- Coles (150), Chaleur Centre, Bathurst
- Librairie J.A. Boucher, 230 Lafontaine, Rivière-du-Loup
- Librairie L'Alphabet, 120 ouest, Saint-Germain, Rimouski
- Systèmes Ormic Itée, 133 ouest, rue Saint-Germain, Rimouski

QUÉBEC

- Coop F.X. Garneau, 1660, boul. de l'Entente
- Galerie du Livre, 4306, 1^{re} avenue, Charlesbourg
- Librairie Classic (98), 3020, chemin Sainte-Foy
- Librairie Garneau (1), Place Laurier
- Librairie Garneau (9), Place Québec
- Librairie Garneau (10), 300, Côte du Passage, Lévis
- Librairie Garneau (14), Halles Sainte-Foy
- Librairie Garneau (15), Galeries de la Capitale
- Librairie L'Action, Place Laurier
- Librairie Laliberté, 3020, chemin Sainte-Foy
- Librairie Le Bouquin, 325 de l'Église, Donnacona
- Systèmes Ormic, 999 de Bourgogne, Sainte-Foy

NORD-OUEST

- Centre d'informatique Abitibi inc., 582 ouest, 10^e avenue, Amos

RIVE-SUD

- Deltronic Solare, 83, rue Alexandre, Valleyfield
- Editions Vaudreuil, 430, boul. Hardwood, Vaudreuil
- Librairie Boyer, 10 Nicholson, Valleyfield
- Librairie Classic (56), 825 ouest, Saint-Laurent, Longueuil
- Librairie Claude Payette, 211, Richelieu, Saint-Jean
- Librairie du Scorpion, Mail Champlain, Brossard
- Librairie Tome 1, Promenades Saint-Bruno

OUTAOUAIS

- Coin du livre, 263 Dalhousie, Ottawa
- Librairie Au Point, 200 Principale, Aymer
- Librairie Demarc (1), Galeries de Hull, Hull
- Librairie Trillium, 321 Dalhousie, Ottawa
- Servidex, 50, rue Main, Ottawa
- Université d'Ottawa, 85 Hastey, Ottawa

MONTREAL

- Coles (100), 1171 ouest, rue Sainte-Catherine
- Coop H.E.C., 5000 Decelles
- Coop Maisonneuve, Cégep Maisonneuve
- Coop Rosemont, Cégep Rosemont
- Coop UOAM, 1200, rue Berri
- IPL Informatique, 111 ouest, rue Laurier
- Le Camelot, 1191, Place Phillips
- Le Parchemin, Métro Berni-de-Montigny
- Librairie Boule de Neige, 324 est, rue Ontario
- Librairie Champigny, 4474, rue Saint-Denis
- Librairie Classic (20), Galeries d'Anjou
- Librairie Demarc (5), Complexe Desjardins
- Librairie Demarc (7), 1691 est, rue Fleury
- Librairie du Scorpion, Galeries d'Anjou
- Librairie du Scorpion, Les Terrasses
- Librairie Laurentienne, 625, boul. Sainte-Croix
- Librairie L'Encrier, 1499 est, rue Laurier
- Librairie de l'Université de Montréal, 3221, chemin de la Tour
- Librairie Flammarion, 1243, rue Université
- Librairie Lettre Son, 1005 ouest, rue Laurier
- Librairie Raffin, 6722, rue Saint-Hubert
- Librairie Sons & Lettres, 4150, rue Wellington
- Micro-Boutique Éducative, 512 est, rue Beaubien
- Varimag, 826 est, rue Sainte-Catherine



Le premier septennat de Paul Piché

Paul Piché vient de mettre sur le marché son quatrième disque. Depuis l'époque des petites scènes et des auditoriums de cégep où il faisait ses premières armes, sept ans se sont écoulés. Des chemises à carreaux avec bottes de travailleurs, cheveux et barbe longs, aux cheveux courts et visage glabre qu'il arbore aujourd'hui, il s'est écoulé quelques centaines de milliers de disques, la gloire et la richesse ont remplacé l'anonymat et la ceinture serrée. J'ai rencontré Paul Piché lors d'une entrevue pour l'émission Sept Heures Bonhomme que j'anime à la radio de Radio-Canada. La conversation que nous avons eue a été à ce point intéressante qu'il m'a semblé bon de vous en livrer les moments les plus importants.

— Comment arrive-t-on Paul, à réconcilier le fait qu'un disque marche bien et que donc ça rapporte de l'argent, et des positions politiques et sociales telles que tu en tiens dans tes disques?

— Ce n'est pas contradictoire parce que pour moi finalement, comme pour tout le monde, le show-business c'est une business, hein! J'ai quelque chose à dire, et pour que le plus de monde possible l'entende, pour que ça fasse boule de neige, pour que ça crée un mouvement, il faut que l'on vende des disques, que le côté business marche. Alors évidemment j'ai fait de l'argent, sauf que je n'en ai pas fait tant que ça. J'investis beaucoup dans mes disques, ils coûtent très cher.

— Tes chansons ont très souvent un contenu à caractère politique. Crois-tu que la chanson peut-être un agent de changement social.

— Ah! Absolument, sinon j'arrêteraient tout de suite. C'est sûr que ce n'est pas avec une chanson que tu vas changer le monde, ça je ne l'apprendrai à personne, mais je suis convaincu que tous ceux qui sont dans les «communications», que ce soit artistique, journalistique, cinématographique, peu importe, ont une influence. Quand tu fais quelque chose qui te permet d'intervenir dans la société, de dire ton mot, tu influences la société en participant à une discussion générale. Ce n'est pas toi, moi, tout seuls qui allons tout changer, ce sont toutes les idées qui se brassent dans la masse du monde qui réfléchit et qui s'additionnent.

— La question se pose constamment en ce qui a trait à la petitesse de notre marché et au développement de notre industrie. Qu'en penses-tu?

— Je t'avouerai que notre marché, c'est vrai qu'il est petit, mais il a quand même réussi à me faire vivre et à faire vivre beaucoup d'artistes québécois, même trop je pense. Je dirai que

c'est circonstanciel la grandeur d'un marché. En réalité, ça dépend des mouvements, des courants qu'il y a. En ce moment au Québec c'est difficile parce qu'il n'y a rien d'intéressant qui se fait ici. Je veux dire qu'il n'y a pas de courant, de mouvement qui existe. Je suis convaincu qu'il y en a d'autres qui vont venir à un moment donné, qu'il y aura une relève, mais depuis sept, huit ans, il n'y a pas grand-chose.

— Qu'est-ce qui expliquerait qu'il ne se passe rien depuis la mort de Beau Dommage, Harmonium, Octobre et de tous ces groupes qui ont quand même eu dans les années soixante-dix une influence extrêmement importante?

— On a été tués par un abus de québécois. Je veux dire qu'à un moment donné tout ce qui était québécois était bon et ça, ça a été très mauvais. D'ailleurs, c'est une période que moi j'ai trouvée très difficile à vivre parce que j'ai été classé facilement dans le folklore et que ça m'agaçait. Mais il y avait vraiment une période où n'importe quoi qui était québécois c'était bon, même si ce n'est pas vrai. Alors les gens se sont tannés. C'est normal. Quand tu bourres quelqu'un, il va finir par vomir. Tu ne peux tout de même pas lui demander de recommencer à manger tout de suite après, comprends-tu, il faut que tu lui donnes une chance de respirer. Je pense qu'en ce moment les gens respirent, tant les créateurs que les gens du public. Je sais bien qu'il y a aussi un préjugé contre la musique québécoise en ce moment et qu'il faut le combattre. Mais pour le combattre il faut

arriver vraiment avec du matériel de qualité, quelque chose de sérieux, de solide. Malheureusement, pour le moment il ne se passe rien.

— Oui il faut que cela soit solide parce qu'il y a de la très sérieuse compétition qui vient des États-Unis et de l'Angleterre...

— Mais ça, il y en a toujours de la compétition. Elle a toujours été là, il ne faut pas l'oublier. Même au plus fort de la vague québécoise il y avait de la compétition. J'entends les gens dire qu'on est envahi en ce moment par la musique américaine, la musique britannique et tout ça. Mais ça a toujours été comme ça. Sauf qu'en ce moment il n'y a pas de contrepartie ici pour répondre à ça. La différence, elle est là. C'est nous qui n'offrons pas de compétition de qualité. Alors les gens se sentent plus menacés. Mais en réalité moi je trouve ça très bon, très stimulant, ça ne fait que du bien. Surtout ce qui vient d'Angleterre. Et puis ce qui est drôle c'est que le courant international actuel est très engagé, socialement, écologiquement, humanitairement. Tout ce qui est venu d'Angleterre, remarque, a toujours été un peu engagé. Le punk a été engagé mais anarchiste alors que la musique actuelle est positive, il y a beaucoup d'espoir dedans. Ce n'est pas nécessairement à gauche, communiste ou quoi que ce soit, mais c'est carrément pour du nouveau, un changement social. Je pense à Human League qui a fait une chanson sur le Liban, à «Allentown» de Billy Joel sur la condition ouvrière, à



Donna Summers et «She works hard for the money», une chanson féministe. Et puis The Police, Eurythmics et tous les autres. Il y a vraiment un nouveau courant qui est très sain.

— Il ne faudrait donc pas avoir peur contrairement à ce que craignent certains «nationalistes».

— Ah! pas du tout, pas du tout, ça serait complètement ridicule, ça serait complètement fou. De toute manière, pour moi, toute forme de nationalisme, surtout s'il est obtus, est dangereuse et mauvaise. J'ai été nationaliste dans la mesure où j'ai considéré que la Confédération canadienne était opprimante pour le Québec. Mais je n'ai jamais été «nationaliste», parce que ce genre de nationalisme nous renferme sur nous-mêmes et c'est

très dangereux. Les seuls moments où j'ai parlé de nationalisme, de pays ou du Québec dans mes chansons c'était pour dire qu'on se regardait le nombril à bout portant. Il n'y a donc pas de danger d'avoir des influences extérieures, surtout si on est fort soi-même, et il faut travailler avec ces influences, y réagir et s'en nourrir, c'est comme ça que culturellement on va s'enrichir, qu'on va grandir et que nous pourrions offrir de la compétition aux autres, tout en offrant un choix qui a de l'allure aux gens d'ici.

— Paul Piché nous propose justement ce choix sur son dernier trente-trois tours intitulé «Nouvelles d'Europe». Un choix lucide et chaleureux, un regard juste, tendre mais pas aveugle. Des nouvelles de l'étranger qui feront plaisir aux gens d'ici.

LES P'TITS DERNIERS

Gérard Lambert

IRON MAIDEN

«Powerslave»
EMI SJ-12321

* * *

Il y a décidément des groupes qui ne s'essouffent jamais et Iron Maiden est de ceux-là. Même avec l'âge (c'est le cinquième), ils nous offrent une ivresse qu'ils doivent à la vigueur des morceaux, à une fraîcheur d'inspiration, des idées d'arrangements. Un son heavy rock fort en goût, captivant. Pas un solo trop long, ni trop court, ni répétitif. Du serré. S'ils comblent bien évidemment les amateurs de riffs tranchants et de galopades assourdissantes, Iron Maiden sait aussi immanquablement faire jaillir de cette lave en fusion des mélodies magiques qui vous vrillent le cerveau. Alors quand ça tombe, quand ça sonne comme ça doit sonner, c'est non seulement imparable, c'est un vrai régal. On aurait raison de se méfier de ces lascars.

QUIET RIOT

«Condition Critical»
Pasha QZ 39516

*

Sûr, il y a un gros son clean au point d'en être stérilisé, mais ça ne suffit pas à faire un disque écoutable. Je ne vois pas très bien où ils veulent en venir avec leurs chansons sans imagination. S'il y avait eu au moins deux morceaux passables, des avortés, des mal produits mais qui sentiraient l'effort, la capacité de bien faire, des ratages mais avec l'ébauche de l'esquisse d'une idée, je me serais mouillé. Mais là, vraiment je ne peux rien. Mais rien. Peine perdue, rien de récupérable. Ce genre de sauce n'émeut que les gastronomes en culottes courtes.

GENERAL PUBLIC

«All the Rage»
IRS SP-70046

* * 1/2

General Public, tout en dispensant une musique des plus divertissantes, poursuivent leur action de propagande conciliante. L'album est multitoné, le groupe met ici à notre disposition un arsenal de danses, de syncopes, de chaloupes et de farandoles à usage immédiat, mais sans pour autant être dissolu. C'est un bon disque de musique populaire, idéal pour alimenter les parties chaudes. Trouver les mots pour les descendre serait aussi facile que crier au génie serait inutile. Vous tirerez de ce disque tout le plaisir que vous vous laisserez aller à prendre. Je dirais même plus, allez plutôt danser et faites attention où vous mettez les pieds.

THE FIXX

«Phantoms»
MCA 5507

* *

Quelquefois, c'est fantastique. D'autres, un peu court. A priori, le message me semble difficile à faire passer. Même que moins on y prête attention plus on risque d'aimer ça... Il va falloir sacrément forcer la dose de superlatifs pour tenter de me convaincre. Le disque baigne dans un univers opalin, où la musique prisonnière semble tourner sans fin. Un univers glissant, à l'assaut des guitares, des synthétiseurs; en vain. Ça ne marche pas, rien à faire, c'est uniforme. Il ne manque pas grand-chose pour que ça marche et que le cristal étincelant auquel leur musique semble sans cesse faire référence frise une certaine perfection. Un disque fantôme (c'est le titre du disque) sans substance, seulement des ombres.

POUR
LIRE

Jean Basile



Le bruissement de la langue

ROLAND BARTHES

Essais critiques IV

Le bruissement de la langue

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

La littérature, si tant est qu'elle existe encore, doit beaucoup à Roland Barthes. Il a été le lecteur précieux, celui qui sait débusquer, entre les mots écrits, les signes d'un langage intérieur. Nul plus que lui n'a revendiqué le droit du lecteur d'être lecteur, c'est-à-dire le pouvoir individuel de découvrir dans le livre qu'on lit le reflet de son désir. Au fond, pour lui, toute littérature est subjective et il appartient précisément au lecteur de l'intégrer dans son réel. Si l'on veut pousser le raisonnement au bout, le livre, ce n'est plus un auteur mais un lecteur, et cela est si vrai, particulièrement de nos jours, que le commentaire littéraire (celui de Barthes mais aussi celui de Serre, de Blanchot, etc...) est devenu, de plein droit, une oeuvre de création, un «monde» qui dénonce, d'une certaine façon, le roman, genre mort, dit-on.

Roland Barthes a eu beaucoup d'influence au Québec, dans les années 70, je suppose. Ses théories (d'ailleurs assez subtiles pour s'adapter à différents milieux) ont marqué ce que l'on a appelé le renouveau du «texte», mot un peu démodé maintenant que l'on semble revenir à une conception plus romanesque de l'écriture. Mais, au fond, cela revient au même car le langage, quel qu'il soit, dénote, dans sa nature secrète, un au-delà qu'il faut entendre et démasquer. D'ailleurs, Roland Barthes, bien de son époque, a fondé l'ensemble de sa réflexion, sur la linguistique, le marxisme, la structuralisme et la psychanalyse. On voit l'étendue de sa problématique qui pourrait apparaître, parfois, comme contradictoire.

Sous le titre *Le Bruissement de la langue* (éditions du Seuil), on a donc réuni une série considérable d'articles, voire de communications orales qui forment, en fait les «essais critiques IV». Comme tout travail de ce genre, forcément morcelé, il faut s'attendre à des redites, à des textes moins réussis

que les autres, à des niaiseries même (je pense, en particulier à la préface de Barthes sur *Tricks*). Mais quoi, tout cela n'a pas beaucoup d'importance compte tenu de la densité de la réflexion de l'auteur, de ses manies, de sa personnalité en somme.

Ce sera donc une question de goût. On pourra préférer les textes plus théoriques, donc plus difficiles, où Roland Barthes s'interroge sur la nature du langage, du signe, où il présente, par exemple, et avec enthousiasme, le linguiste Benveniste. Mais ce sont là, il faut l'admettre, des méditations pour les spécialistes du langage pour le langage. Tout au contraire, on pourra s'attarder sur les «analyses littéraires», notamment les deux très beaux textes sur Michelet (certainement une des personnalités les plus fortes et, surtout, les plus étranges du XIXe siècle) ou son analyse de Bertold Brecht où il découvre, en particulier, le sens caché du «bien manger», ce qui nous amène naturellement à l'une des analyses les plus fines de Barthes, celle qu'il fait de la *Physiologie du goût* de Brillat-Savarin où le plaisir du «bien manger» précisément se transforme magnifiquement en désir de la «langue» entendons par là et le langage et l'organe. Mais c'est là, exprimée parfaitement, cette aptitude, si savoureuse, de Barthes, de convulser le langage dans ce qu'il a de plus intime, de plus inattendu donc de plus révélateur pour le lecteur.

Voilà, en fait, l'aspect «lacanien» de Barthes qui, en fin de compte, semble prédominer dès que l'on quitte le domaine de la spéculation théorique et que je trouve, pour ma part, très fascinant. C'est, précisément, le domaine du «bruissement» qui donne son nom à l'ouvrage. Mais il faut distinguer ici entre la parole (le mot parlé) et le bruissement du mot écrit car la parole dite semble, hélas, condamnée au bredouillement.

Il faut avouer, néanmoins, que, par certains aspects, ce recueil d'articles semble un peu étranger, démodé même pour nous qui le lisons ici (et c'est bien notre droit de lecteur). C'est que Roland Barthes fait partie, qu'il le veuille ou non, d'une chapelle littéraire comme il en est de nombreuses en France. C'est la chapelle de l'ancien *Tel quel* (converti en *Infini*) autour de laquelle tournaient les noms de Sollers, de Kristeva, de Cayrol, etc... à qui Barthes consacre des textes dont l'utilité locale ne semble pas immédiate. Et, de même, je me demande si la tétalogie «linguistique, marxisme, structuralisme, psychanalyse» est vraiment significative aujourd'hui, au moment même où, à juste titre, le discours féminin semble remettre en question, au-delà de la théorie, le «langage» en tant que tel. Barthes fait-il partie (malgré son texte sur Kristeva) du discours «totalitaire» masculin?

En réalité, l'oeuvre de Barthes est essentiellement équivoque et on le saura plus tard. Comme l'oeuvre de Proust, mais selon une technique différente, elle cache ce qu'elle dit dans un mouvement de décence qui est, somme toute, une volonté de de-sens. Ce qu'il y a d'irrévocable dans l'oeuvre de Barthes (et qui transparait naturellement ici aussi bien dans les textes théoriques que les textes de circonstances) c'est l'expression du désir terrorisé, l'impossibilité, somme toute, de la jouissance car «la jouissance est aussi un espace de déception» au bout duquel, pour employer le terme même de Barthes (parlant de la tenue et de l'échec d'un quelconque séminaire), il y a débandade (c'est lui qui souligne de peur que l'on n'ait pas compris). Mais se croire obligé d'écrire un article précisément sur le «séminaire» est, en soi, un besoin étrange puisque c'est là, et non ailleurs (le cours magistral), que l'on «sème», attitude tout à fait virile. Et n'est-ce pas Lacan qui, justement dans un de ses fameux séminaires, se plaignait qu'il y avait trop de monde dans l'audience et qu'il ne pouvait pas, par conséquent, l'identifier à la femme?

Mais la grâce de Roland Barthes, et cet ouvrage le précise s'il en était besoin, est de nous avoir fait sentir, peut-être comprendre, que le rapport du texte et de son lecteur, est, dans le sens presque étroit du terme, un coit, parfois réussi, parfois raté, souvent raté. Comme toute oeuvre éminemment personnelle (une lutte éternelle entre le Ça qui parle ou le Je qui parle), elle vit moins par les énoncés théoriques (au fond prétextes, aussi brillants soient-ils) que par la recherche constante du Réel qui, on le sait, est impossible, aussi vrai que l'imaginaire est inconnaissable.

PARLER
D'ICI

Philippe Barbaud



Tu et vous... sans violence

Jean-Jacques observait Émile avec attention et tendresse. Les deux se tutoyaient depuis longtemps sans égard aux cheveux blancs de Jean-Jacques, un attribut des vieilles personnes qui se méritent respect et considération de la part de tout adulte normalement constitué. Mais Jean-Jacques avait un autre avantage, d'un poids psychologique indéniable. C'était un sage. Il était donc l'éducateur d'Émile. Jamais il n'était venu à l'esprit d'Émile qu'il pouvait manquer de respect à son maître, son compagnon de tous les jours, parce qu'il lui disait TU au lieu de VOUS. Jean-Jacques lui-même ne l'aurait pas admis tant était profonde leur amitié, une amitié imperméable au conflit des générations, magnifique et inébranlable.

Pour Émile, Jean-Jacques connaissait tout, des livres qui parlent des Grecs et des Perses jusqu'à la façon dont s'y prendre pour décoller l'écorce d'une branche de coudre afin d'en faire un gazou. Lorsqu'on a à peine 10 printemps, la science transpire de partout: il suffit d'observer. Justement, Jean-Jacques ne se lassait pas d'observer Émile accroupi devant lui, qui lui-même très absorbé, jouait au cornac avec un hanneton. Une autre façon d'observer, pensa-t-il. Et tout en lui parlant à voix haute, Émile vouvoyait son hanneton, sans affectation aucune:

— Tournez à gauche, monsieur le hanneton, disait-il. Allez, maintenant, tout droit. Ouste, comme ça! Vous y êtes, monsieur le coléoptère. Continuez, vous allez décoller sur la piste zéro-six gauche, ajoutez-t-il, l'air de parler au micro.

Médusé, Jean-Jacques essayait de résoudre une question qui venait de l'assaillir: pourquoi, se demandait-il, cet insecte se fait-il vouvoyer par Émile alors que la vieille personne que je suis se fait tutoyer? N'y a-t-il pas là quelque chose de surprenant? Je ne lui ai pourtant pas enseigné à dire «vous» lorsqu'il joue. Au contraire, je lui ai appris à dire «vous» seulement aux grandes personnes de son entourage et dans des circonstances de bonne conduite...

Il se disait qu'Émile avait bien assimilé son enseignement puisqu'avant d'aller se coucher l'autre jour, il avait dit bonsoir à tout le monde en vouvoyant les invités de ses parents. Une vague tante avait même dit: «Comme il est fin, ce petit gars!» et une autre avait suivi en ajoutant: «Very nice young boy, charming!». Détail déroutant, il se souvint qu'à cette occasion, Émile l'avait inhabituellement vouvoyé. Il lui avait dit en l'embrassant quelque chose comme: «Passez une bonne nuit, mon maître.» Évidem-

ment, c'était du théâtre, se dit-il. Fort apprécié des tantes en fin de compte et surtout des parents d'Émile pour qui les civilités sont un mode d'expression et une manière d'être attentives à l'environnement. Ce qui inclut les autres, à vrai dire.

Admirable langue que la nôtre, qui offre le choix de deux pronoms altruistes. Cela permet au locuteur de se situer par rapport à l'interlocuteur auquel il s'adresse tout en l'informant de ce qu'il présume à son sujet: avec TU, le locuteur présume de l'égalité sociale et de l'affectivité relative des rapports humains tandis qu'avec VOUS, le locuteur présume d'une hiérarchie quelconque et de la neutralité relative des rapports humains. À bien y penser, poursuit Jean-Jacques tout à sa réflexion maintenant, le fait qu'Émile vouvoie son hanneton fournit bien la preuve que le VOUS est aussi naturel à l'enfant que le TU. Il a de la logique, ce petit... C'est lui, le contrôleur: il commande, il dirige, il donne des ordres à sa bestiole: il se sent donc en situation hiérarchique avantageuse. Je comprends maintenant pourquoi le VOUS lui convient mieux que le TU. N'est-il pas contradictoire de vouloir commander un personnage que l'on considère comme son égal, ce qui aurait été le cas s'il avait dit TU?

Émile leva la tête et sourit à son ami. Au même instant, le hanneton s'envola de la piste zéro-six gauche. Émile esquissa un geste pour le rattraper. Trop tard.

— Reste ici, sale bête. T'avais pas la permission de décoller. Tu ne m'échapperas pas comme ça, tiens! s'écria-t-il furieux en s'élançant à sa poursuite.

Le retour au TU de la part de son jeune ami ne le surprit aucunement. Jean-Jacques se doutait bien que l'enfant se montrait aussi à l'aise dans l'invective que dans le commandement à la différence que le TU semblait mieux adapté à la première qu'au second. C'est bien une démonstration éclatante, pensa-t-il, que la maîtrise des pratiques langagières repose sur la capacité de savoir adapter son discours à la situation. Mais encore faut-il ne pas être préjugé envers la langue elle-même...

Il ne sut trop par quel méandre insoupçonné de son imagination il se mit à penser à François, un précepteur concurrent à la mode dans certaines académies. Le sombre abruti, maugréa-t-il. Il faut n'y rien comprendre aux enfants pour prétendre que vouvoyer un adulte brime leur personnalité, leur enlève tout naturel, fait emprunté, rend la communication difficile et quelle autre sottise encore... Démissionnaire, pesta-t-il.



EXCURSION D'HIVER Le Grand Nord en traîneau à chiens

Dans le Petit Robert, le terme **exotique** fait référence à «ce qui n'appartient pas à nos civilisations de l'Occident, ce qui est apporté des pays lointains». Juste au-dessus, l'adjectif **exothermique** signifie «qui dégage de la chaleur». Quelques pages plus avant, le mot excentrique vient, comme les deux termes précités, s'ajouter aux caractéristiques de l'activité peu commune à laquelle nous convie Michel Denis, artisan-céramiste.

Nous sommes loin des chaudes couleurs de la terre cuite. Un univers loin des grands centres où il s'agit d'apprendre à se défendre des grands froids... -40° C. Plein air à pleins poumons. Activité exotique à sa façon... En fait, tout est relatif... tout est question d'hémisphères. Gauche, droite? Non, nord, sud.

Michel Denis a déjà tenté l'aventure sur les 625 km séparant Schefferville de Kangiqsualujuaq, village qui compte environ autant d'habitants que de lettres dans son nom. Une expédition marquée du sceau de la performance masochiste: se laisser happer par les dents de scie de l'hiver? Non. «Démystifier l'hiver. Prouver qu'avec un peu d'apprentissage, tout le monde peut conserver sa chaleur... vivre au rythme imposé par l'hiver, lors d'un voyage dans le temps, grâce à des moyens traditionnels», précise Michel Denis. Il parle fièrement de ses chiens esquimaux qui jouissent de la considération très favorable des membres de l'expédition. Pour cause! Non seulement transportent-ils le ravitaillement et le matériel, ils débordent de vitalité au cœur des étendues figées dans le silence.

650 kilomètres

À l'aube du XXI^e siècle, et malgré l'avènement de la moto-neige, il y a encore des gens qui s'en tiennent aux formes anciennes de déplacement: attelage de chiens à la tête d'un immense traîneau, raquettes, et attrait de l'absolu, de l'inconditionnel. Grand Nord en sus. La perspective de parcourir 650 km vous paraît exorbitante? Qu'à cela ne tienne, Michel Denis vous propose une incursion aux confins imaginaires du 54^e parallèle à la frontière de la toundra et de la taiga. Quinze jours à raison de 20 km/h. Coût: 1 000\$.

«Au Nouveau-Québec, Blancs et Inuit, prospecteurs et trappeurs, utilisent ce mode de transport pour le travail et les loisirs. Il m'a fallu retrouver les anciennes formes de fabrication du traîneau, des harnais, sélectionner les chiens... les

réadapter à tirer une charge car, au cours des ans, les chiens esquimaux se sont faits à la course», explique Denis.

À cet égard, il fait remarquer que les Inuit avaient des commentaires à formuler au sujet de l'équipement. Denis s'est inspiré des méthodes indiennes. Or, les Indiens circulent surtout sur la neige molle des forêts, tandis que les terres battues par Michel Denis sont des contrées de neige glacée sans obstacles. Il a donc fallu repartir à zéro... mais les préparatifs font aussi partie de l'aventure.

Rassurez-vous. Vous n'aurez pas l'occasion de tremper dans la fabrication. Lors d'un périple de 15 jours, vous serez accueilli à Schefferville, ville minière. Une nuit sous toit en dur, l'initiation et, deux jours plus tard, c'est le départ vers le Nord: skis et traîneau à chiens; progression par Swampy Bas River; raids d'exploration en terrain montagneux. Construction d'igloos. Retour à Schefferville par un itinéraire différent.

12 ans d'expérience

Michel Denis a 12 ans d'expérience dans le domaine. Il organise des expéditions sur mesure pour micro-groupes. Par exemple, en 1983, pendant 50 jours, Denis a accompagné une équipe d'antenne 2 — la télé française — qui avait comme mandat de filmer la vie aux abords des lacs et rivières gelées, les plateaux dénudés, bref, l'envers du décor de la civilisation blanche... l'équipe disposait d'un budget de 30 000\$.

À moins de frais, Michel Denis vous permettra de répondre à l'appel du Grand Nord. Il souhaite que les Québécois trouvent originale l'idée de passer une fraction de leur hiver au nord du Nord plutôt que dans les mers du Sud.

Pas de corail ou de plancton, mais les caribous, les loups et les lièvres sont parfois de la partie. La longue randonnée en raquette et en skis s'effectue sur le territoire des Naskapi et des Montagnais, à l'intérieur des terres, et des Inuit à proximité des côtes. Monotonie du paysage. Pas un arbre à l'horizon, mais l'infini tous azimuts. «C'est fantastique, confirme Michel Denis, de vivre comme les nomades du 19^e siècle, les premiers arrivants.» Sûrement. Qui n'aimerait pas avoir l'impression de refaire le monde: voire conquérir le Nouveau-Monde?

Au bout de la forêt

«En théorie, on peut aller aussi loin que l'on veut, précise Denis, mais nous avons choisi une base vers laquelle il est facile de transporter le matériel par chemin de

fer. Les intéressés arrivent par avion de Montréal.» Denis fait remarquer que c'est au Québec, dans la région de Schefferville, que la ligne forestière descend le plus bas en Amérique du Nord. Le Yukon, territoire situé plus haut que Schefferville, ville parmi les plus froides au Canada, s'enorgueillit de posséder des forêts denses bien plus au nord. Au fait, les expéditions s'effectuent en avril, période à laquelle le soleil ouvre l'oeil à 2h30 pour se coucher seulement à 23h30.

Personnellement, toute cette nature loin des trembles, des bouleaux blancs, des sapins et des épicéas, une nature à la limite du ciel, pure, avive en moi le besoin, l'angoisse et l'appétit de chaleur. Mais, j'admire ceux qui, comme Michel Denis, n'ont pas froid aux yeux. Son expédition est soigneusement fignolée. Le trajet mène aux monts Torngat, à l'extrémité du Labrador. Quatre ou cinq glaciers sont les témoins de la dernière période glaciaire. La région, d'après Michel Denis, est comparable à l'Arctique. À quoi s'attendent les membres de l'expédition? À la grande paix.

La moteur du convoi

Un mot sur le moteur de l'expédition. Au cœur de toute l'organisation, il y a les chiens. Il y a des siècles, on reconnaissait les membres d'une tribu, Samoyed ou Malamud par exemple, à leurs chiens. D'ailleurs, le nom de la race est resté, même si le monde canin (esquimaux) est un grand village; tant de mélanges. Aujourd'hui, la plupart des chiens d'attelage sont de type Husky. Onze chiens fringants composent l'attelage pour un groupe de 14.

Toutefois, leur rôle ne consiste pas à vous... tirer hors du temps. Ils portent le matériel, mais pas les membres de l'expédition qui se lancent dans l'inconnu en raquettes parcourus sans doute d'agréables frissons. Ils vivent dans la plus grande convivialité et partagent toutes les tâches, y compris l'immense tente. Parfois, les «hôtes» choisissent de leur propre chef de s'éloigner. Ils disparaissent alors 10 ou 12 km du camp et se suffisent à eux-mêmes. Ils passent la nuit dans un abri de fortune.

Impossible? Pas du tout. On s'y prépare graduellement. Michel Denis divise les tâches en quatre: tour à tour, les membres conduisent et nourrissent les chiens, montent le camp, cherchent le bois et l'eau et s'occupent des repas. «Après quelques jours, les moniteurs pourraient aussi bien disparaître... pas de problème, m'assure-t-il. C'est alors qu'on s'aperçoit que l'on est tous agressés par le froid, mais qu'on peut s'en défendre.»

Quels idéaux, quels desseins habitent ceux qui cherchent ce genre d'isolement, la vie authentique, mais dure, comme moyen d'évasion? «J'aime le Grand Nord, explique simplement Michel Denis. Si on veut sortir de l'ordinaire, le Nouveau-Québec offre tout ça!» □



Viva Reagan ou la «sporlitique»

Jusqu'à tout récemment, je n'avais eu d'autre grille d'analyse politique que celle, protectrice, fixée à mon casque de hockey. Son quadrillage serré me facilitait la lecture d'éditoriaux, débités en petits paragraphes aussi digestibles qu'élégamment encadrés de fer forgé. Par la faute d'un copain qui l'empruntait afin de s'empêcher de fumer, je me suis trouvé soudain démuné, face aux longs textes consacrés à la visite de M. Gromyko aux États-Unis. Ce fut le choc d'où allait jaillir la lumière...

À l'invitation du président Reagan, le chef de la diplomatie soviétique est venu reprendre un dialogue tragiquement interrompu par l'incident de l'avion civil sud-coréen abattu l'an dernier. Arrivé de Moscou avec le sourire énigmatique de la Joconde, il repartait de l'aéroport John F. Kennedy, le visage illuminé et les mains jointes au-dessus de la tête, à la façon d'un boxeur victorieux. Y aurait-il eu une signification sportive à sa visite?

À quelques semaines des élections présidentielles américaines, les démocrates accusaient carrément la Maison-Blanche d'avoir fait une invitation opportuniste. Le voyage d'Andrei Gromyko libérait enfin Ronald Reagan de son habituelle rhétorique antisoviétique. Et le ministre des Affaires étrangères de l'URSS serait venu tout bonnement aider à sa réélection. C'est là seulement, à la suite de cette affirmation stupéfiante, que m'est apparu le sens véritable du boycott olympique!

L'absence des athlètes de l'Est à Los Angeles ne visait donc pas à prendre la revanche de 1980, comme beaucoup l'ont cru. Ce fut plutôt un stratagème habile du Kremlin pour rebâtir le patriotisme américain et, par le fait même, aider la campagne de Reagan. Ainsi facilitées, les nombreuses victoires de l'équipe des États-Unis ont servi à pavoiser la bannière étoilée et jouer l'hymne national à satiété. Entouré de ses déesses et dieux du stade médaillés d'or, le président rayonnait de cette autosatisfaction générale, qui allait permettre au magazine *Time* de faire une page couverture avec le slogan «I love U.S.»

Plus aucun doute, l'intervention soviétique se voit clairement exposée et, de plus, s'avère décisive. Le candidat démocrate, Walter Mondale, et sa colistière, Geraldine Ferraro, ont commencé leur chute avec la bouderie planifiée des nageuses est-allemandes, des

gymnastes soviétiques, des lutteurs bulgares et autres boxeurs cubains.

Débarrassé de mon casque à exégèse et doté maintenant d'une vision périphérique, je découvre en même temps que vous l'efficacité de la nouvelle grille d'analyse SPORLITIQUE. Le sport révèle la politique. Finis, les clichés faciles du genre: «Tel politicien a patiné plutôt que de répondre aux questions.» Terminée, la terminologie. Place à la substance musclée...

Les évidences sautent aux yeux finalement dessillés. Vous lisiez partout: «Tchernenko demeure invisible». Normal, le secrétaire général du Soviet suprême n'existe pas. Des kremlinologues, sans doute peu familiers avec l'alphabet cyrillique, ont cru que *Cher and Co* était le nom d'un personnage, alors qu'il aurait fallu traduire *Cprr et Cie*, soit Comité planétaire pour la réélection de Reagan.

Planétaire vous paraît exagéré... Bon, voyons un peu chez nous: l'entente Mulroney-Reagan a été immédiate, d'accord. Que fait le nouveau premier ministre canadien? A peine élu, il abolit la Loto Select Baseball, qui peinait tant les Ligues majeures américaines. Et Serge Arseneault, il était dans le coup lui aussi? Avec son marathon de Montréal confirmant les résultats de Los Angeles. Jorge Gonzales, 13^e du marathon olympique, vainqueur des Éthiopiens et des Soviétiques; Lisa Larsen, 4^e Américaine, devançant une Soviétique et une Hongroise. La présence des boycottés n'était pas requise en Californie. Élémentaire mon cher Watson.

Et le Vatican, alors! Reagan pourtant bien servi par ses athlètes et alliés, hésite à déclarer que le sport, c'est la politique. À la place il opte pour: «la religion, c'est la politique». Amateur de sports collectifs, le pape Jean-Paul II, en visite au Canada, contrôle bien le ballon et tire sur l'avortement. Immédiatement alertés, ses cardinaux-ailes des États-Unis pénètrent en zone adverse et condamnent Geraldine Ferraro pour son attitude ambiguë face à l'avortement. Bien joué n'est-ce pas?

Mi-figue, mi-raisin, la sporlitique est marquée par l'humour reaganien: «Dans cinq minutes, l'URSS sera rayée de la carte.» Le doigt sur la gâchette nucléaire fait mieux saisir au monde l'urgence du retour aux valeurs traditionnelles. Demain, le mât du stade olympique sera complété en forme de clocher.

PHOTOGRAPHER

Antoine Desilets



Champignon champion...

Toine, viens voir ça!» que disait la voix de Jeanine quelque part en diagonale au-dessus de ma tête. Sciée dans le vif, la tranquillité

d'esprit que j'avais cru trouver dans mon bureau souterrain prend la clef des champs. Et je grimpe l'escalier quatre à quatre, puisque, depuis 30 ans, je lui obéis à la voix

autant qu'au doigt et à l'oeil, à cette fille-là! Je la retrouve dehors, décontenancée et au pied du bouleau. «Regarde là, qu'elle me dit. Des bosses partout! Y a quéque

chose qui veut sortir d'en dessous du gazon!» Je lui rétorque, l'air très au-dessus de mes affaires et d'un ton fort câlin: «Ben voyons donc, c'est pas grave! C'est juste la

nature qui est un peu excitée... Tu te rappelles pas, l'année passée, la taille de champignons que j'ai déterrée pas loin d'ici? Ce doit être quelque chose du même genre!» Loin d'être rassurée par la voix de la raison qui parlait ainsi par ma bouche, la voilà qui s'inquiète de ce qui arrivera au gazon neuf, posé de la semaine dernière! Et à la nouvelle bordure! Et à... «On verra ben!» que je lui réponds du haut de la sagesse des quinze générations de paysans dont je suis le fier descendant. Et on a vu! Car depuis trois ans maintenant poussent au pied d'un jeune bouleau (8 ans) des champignons géants de 6 à 8 pouces de diamètre au chapeau... des «Slacks» en bonne santé, quoi! On a d'ailleurs jamais su leur race. Des espèces de thallophytes de la famille des phallocrates peut-être... Dommage, mais ils poussent pas emballés! Désireux pourtant de profiter de l'aubaine que la nature mettrait si généreusement à notre disposition, je résolu, il y a deux ans, de tester la comestibilité de ces inquiétants végétaux déchlorophyllés. Jeanine m'avait dit à l'époque: «Tu mangeras pas ça, hein?» Pas tout le champignon, voyons, juste un petit morceau, pour voir... Crampée, crispée, stressée, elle murmura: «Où c'est que j'ai écrit le numéro de téléphone de Télé-Médic?» On a eu besoin ni de Télé, ni de Médic car ces champions étaient aussi mangeables que succulents. Ce qui, accessoirement, prouve qu'un peu d'audace trouve parfois sa récompense... avant ou après la mort du héros de la gastronomie! Je précise cependant que les champignons que vous voyez dans l'image de cette semaine n'ont rien à voir avec MES champignons de gazon. Il s'agit d'un montage réalisé à partir de trois ou quatre «machins» découverts au bord du lac et dont mon sens artistique, stimulé par leurs formes et leur coloris, m'avait incité à tirer le portrait. Pour rehausser la saveur visuelle de l'ensemble, j'ai ajouté les touches de rouge et de jaune vif que m'ont fourni quelques feuilles d'automne. Ah, vienne le jour où **plus** sera publié en couleurs car aujourd'hui, chers et chères lecteurs/trices, vous manquez quelque chose! Mais enfin, comme disait à son peuple le grand Mao T-séqui: «Mieux vaut une photo noir et blanc que pas de photo du tout!» Sobriété des mots et clarté de la pensée! En v'là un qui savait parler à la classe prolétarienne! Appareil Hasselblad, film Kodak Ektachrome 120 (2 1/4 x 2 1/4), éclairage naturel des sous-bois du Québec, 1/250^e de sec. à f/5.6. Et bien des photos champignonnes! □





Claire Dutrisac

Où trouver l'humain à travers toutes ces règles?

L'humanisation des soins... Voilà des mots dont on se gargarise souvent. Mais est-ce vraiment une préoccupation de notre esprit? En tout cas, pour le placement des personnes âgées, on a instauré, il y a quelques années, un nouveau système qui devait constituer une amélioration sur l'ancien.

Avant...

Autrefois, chaque centre d'accueil avait son propre comité d'admission. Bien entendu, on s'efforçait de choisir les personnes les plus autonomes, «les beaux cas» comme on disait.

Puis, le CSSSR-MM (Conseil régional de la santé et des services sociaux de la région du Montréal métropolitain) s'est penché sur ce problème. Il a fait disparaître les comités d'admission locaux pour leur substituer des comités sous-régionaux, le Montréal métropolitain étant trop vaste et sa population trop nombreuse pour n'avoir qu'un comité régional.

C'était la disparition de l'arbitraire de chaque établissement. Puis, le CSSSR-MM a introduit la fameuse «grille unique», c'est-à-dire un questionnaire interminable que remplissent le bénéficiaire et les divers professionnels de la santé qui s'occupent d'une personne âgée, qu'elle soit à l'hôpital ou à domicile. C'est l'évaluation de l'état de l'individu qui désire être placé.

L'intention était bonne. Mais ce formulaire est long à remplir: cinq heures. À l'heure actuelle, il est encore discuté et n'est pas accepté partout.

L'un des critères pour aller en centre d'accueil demeure le nombre d'heures de soins de nursing que requiert l'intéressé. Donc, l'aspect médical, trop souvent, prévaut sur les autres.

Des travailleuses sociales s'en sont plaint amèrement, soulignant même que les remarques qu'elles peuvent inscrire et qui sont d'ordre psycho-social ne reçoivent pas toute l'attention qu'elles méritent. Là commence le manque d'humanité.

Qui décide?

Ce n'est point la personne âgée qui décide de son sort. Selon l'étiquette qu'on lui plaquera, elle restera à domicile, ou ira soit en famille d'accueil, soit dans un centre d'accueil. Et ce n'est pas elle qui choisira l'établissement. La personne âgée ne choisit rien, ne décide rien. Elle devient un CAS.

Son dossier sera acheminé vers un premier sous-comité régional qui a nom «comité d'allocations». Ce comité étudie les besoins. Si un placement s'impose, il décrira le

type de soins requis et l'urgence du placement.

Puis, le dossier est remis à la coordonnatrice du DSC (Département de santé communautaire) qui jugera de la relativité de l'urgence par rapport à d'autres cas. Ayant ainsi classé les divers dossiers qui lui ont été présentés, la coordonnatrice les transmet à un autre sous-comité régional, dit, celui-là, «comité d'admissions». C'est lui qui décidera de l'établissement qui recevra ce cas. En principe, on donne la priorité aux personnes à domicile.

Un exemple

La Résidence Biermans a été fondée en 1936 pour les vieux couples. C'était une initiative d'avant-garde. Car, à cette époque-là, dans les hospices, on séparait les couples. On entassait dans d'immenses dortoirs les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. De ce fait, la Résidence possède des chambres à deux lits.

M. Z., âgé de 88 ans, espère depuis longtemps que sa soeur, maintenant veuve, vienne demeurer avec lui. Il est très malade. Mme J., 84 ans, serait disposée à partager la chambre de son frère, à lui donner de petites attentions auxquelles le personnel n'a pas toujours le temps de s'attarder, en dépit de sa bonne volonté. Surtout, il ne peut remplacer l'affection d'une soeur.

Mais il faut compter avec les «sous-comités régionaux». Mme J. a été désignée pour vivre en famille d'accueil. Ce n'est pas un cas pour un centre: elle a trop bonne santé!

Le travailleur social, M. P., à qui j'ai parlé, m'apporte les arguments suivants: d'abord, a-t-il dit, il y a treize ans que Mme J. vit séparée de son frère. On peut lui trouver une famille tout près de la Résidence Biermans et elle pourra prendre le transport en commun pour aller voir son frère.

Inouï! Imposer à une femme de cet âge de prendre le transport en commun tous les jours... Et c'est un travailleur social qui me fait cette déclaration. Il rajoute qu'on ne peut laisser le choix de leur lieu d'hébergement aux bénéficiaires, car tous choisiraient les centres les plus modernes. Soulignons que Mme J. n'a pas choisi le plus moderne; elle a choisi son frère. Il fait état du nombre imposant de dossiers. «C'est un métier frustrant que le nôtre» confesse-t-il.

Il reste très peu d'années de vie à M. Z. On lui refuse la présence de sa soeur. On semble ignorer la fatigue que représente une visite quotidienne à un malade.

Bien entendu, M. P. insiste sur le manque de lits, sur les listes

d'attente. Il a raison, d'une certaine façon. C'est le point de vue de Sirius; il voit les choses de très haut.

Moi, on dira que je les regarde par le petit bout de la lorgnette. C'est que j'y vois des êtres humains, avec des besoins physiques mais également affectifs.

Et ce qui me frappe le plus, c'est qu'on revient à l'esprit d'autrefois, du temps où l'on séparait les couples. Ici, il ne s'agit pas d'amour conjugal mais fraternel. Quand il nous reste si peu d'êtres à aimer... et si peu de temps pour les aimer...

Manque de lits = manque d'argent

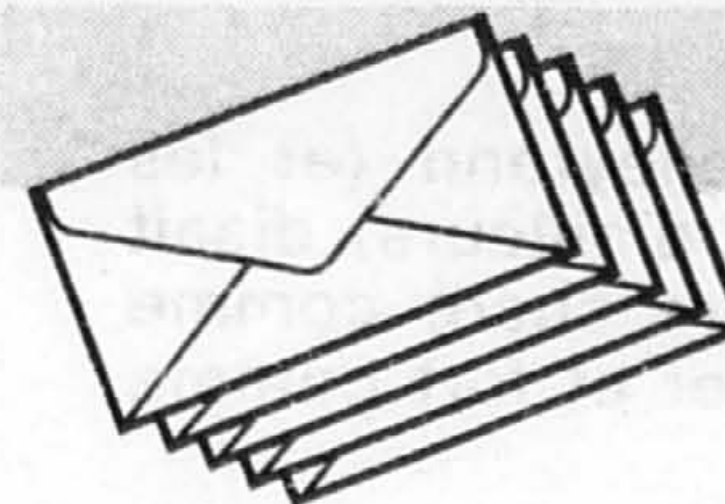
Si l'on doit appliquer des politiques qui ne visent qu'à l'efficacité, qu'à placer des gens à qui on ne laisse aucun choix, c'est qu'on manque de lits. Et si on manque de lits, c'est qu'on manque d'argent. Pourtant... pourtant! On en trouve pour payer des pensions à nos hommes politiques, démissionnaires ou battus; une cumulation de revenus ne les gêne guère. On en trouve pour accentuer le côté clownesque d'une campagne au «leadership». Et à qui, dites-moi profitent les évocations fiscales sinon à ceux dont les revenus sont très élevés?

En attendant, ne faudrait-il pas tenter de réduire quelque peu la lourdeur de la bureaucratie qui pèse si fort sur l'humain? Qu'il faille un certain contrôle, je le comprends. Mais je frissonne un peu quand je vois le sort que l'on réserve parfois à nos aînés. Nous n'aurons rien à dire quand viendra notre tour. Nous serons des objets qu'il faut caser de la façon la plus économique possible. Même ceux qui conservent toutes leurs facultés, on les traitera comme des enfants: on décidera tout pour eux.

Les travailleurs sociaux, comme les autres, suivent les règles établies. Quelques-uns en arrivent à n'être plus que de bons commis, bien stylés.

Je pourrais citer d'autres cas où l'humain est foulé aux pieds. Il serait faux et injuste de prétendre que tout va mal, au Québec, pour les personnes âgées. Heureusement, de plus en plus, dans de nombreux centres d'accueil, on traite les résidents avec respect, avec amour même, et on leur laisse une liberté de plus en plus grande.

Les personnes qui composent les sous-comités devraient, de temps à autre, se rapprocher de ceux dont ils sont, en principe, les serviteurs. Et regarder ces vieillards dans leur vérité...



On adresse le courrier à
Claire Dutrisac
La Presse — PLUS
44 ouest, rue Sainte-Antoine
Montréal, Qué. H2Y 1A2

Une correspondante, âgée de 89 ans, m'écrit qu'elle désire offrir chambre et pension à une personne qui, en échange, effectuerait quelques petits travaux ménagers. Madame M.-R. B. désire rester chez elle.

M.-R. B.

Chère Madame,

Une demande semblable m'a déjà été adressée par un monsieur. Je vous félicite de tenir à rester chez vous. Cependant, je me vois obligée de vous dire que je ne puis prendre la responsabilité de servir d'intermédiaire entre vous et quelque autre personne, jeune ou vieille. J'ai connu trop d'abus de tout genre pour utiliser La Presse **plus** à cet effet.

Je vous conseille donc d'appeler le Centre de Référence du Grand Montréal, dont voici le numéro de téléphone: 931-2292. Là, on pourra peut-être vous diriger vers des organismes aptes à satisfaire votre désir. Bonne chance!

Madame,

Si vous saviez ce qu'il se passe dans un centre d'accueil, surtout lorsque l'on y demeure, vous resteriez surprise. D'abord, jamais un sourire, un bon mot d'une garde-malade ou d'une préposée. On nous prend pour des malades mentales.

Pour le manger, Mon Dieu, qu'on mange mal! Si on n'était pas là pour faire gagner leur vie aux employés, comme ce serait pénible! Est-ce que ça va changer ou bien va-t-on nous laisser mourir comme des rats?

Anonyme

R. — Une lettre signée m'aurait fait grand plaisir, même si vous ne m'aviez pas autorisée à publier votre nom. Oui, Madame, dans de multiples centres d'accueil, le changement est amorcé... Ce n'est pas encore parfait mais on fournit des efforts considérables pour l'humanisation des soins. J'espère que cette vague d'amélioration vous atteindra, un jour, dans le sourire de ceux qui vous hébergent...

D'autre part, contrairement à ce que vous croyez, je ne suis pas sans savoir que certains centres n'ont aucun respect, aucune attention pour leurs résidents. Même des centres qui détiennent un permis gouvernemental. Ce qui me laisse croire que le ministère des Affaires sociales n'exerce pas la surveillance qu'on serait en droit d'attendre de lui. On garde l'impression, devant la survivance de «foyers clandestins», que certaines personnes protègent ces endroits.

C'est pourquoi je m'acharne à réclamer la création d'un Comité de protection de la vieillesse, appuyé par une loi efficace, qui ait des dents; un comité avec lequel le public ne craindrait pas de participer. Tous ensemble, peut-être pourrions-nous faire disparaître les établissements illicites et améliorer certains autres qui se cachent derrière un permis. J'ai souvent honte de faire partie d'une so-

ciété qui tolère les mauvais traitements infligés aux personnes âgées... M. Lazure en a parlé, de ce comité, sans rien réaliser à ce sujet; M. Pierre-Marc Johnson lui, a refusé; que dira M. Camille Laurin quand on le lui demandera? C'est à voir...

Chère Madame,

Je veux vous dire que les appartements (HLM) ne sont pas de «sommptueuses maisons insonorisées, etc.» que l'on fait miroiter aux futurs locataires, dans les médias.

Ceux qui y viennent troquent un logement où il n'y a pas de «boyaux d'arrosage» aussi bien que de «cloches à feu» retentissantes, n'importe quand, la nuit, le matin, l'après-midi, le soir, pour un appartement des plus modestes.

S'ils n'ont pas les moyens d'avoir l'air climatisé durant l'été, c'est peu confortable. L'ambulance est souvent à la porte, les médecins présents durant deux heures, ou on trouve d'autres inconvénients coûteux. Tout ça, sans fonds. Car les plus démunis seulement sont admis. (Trois fois démunis).

Je ne vois pas votre grand enthousiasme du même oeil, car vous êtes sûre de ne jamais partager ces inconvénients avec 200 personnes étrangères (en plus de leurs familles, enfants et petits-enfants, amis (ennemis)?).

Écrivez des contes de fée pour «personnes solitaires» et vous ferez fortune avant d'être hospitalisée pour la dernière fois, je l'espère, chère Madame. Lisez entre les lignes.

Mon opinion avant et encore. P.-S. Le meilleur endroit, c'est chez soi.

R. — Brrr... vous n'êtes pas tendre pour moi. Si j'ai bien compris votre lettre, vous me souhaitez une bonne maladie qui me fasse crever le plus vite possible. Je vous remercie de vos charitables souhaits.

J'ai tenu à publier votre lettre car elle donne un son de cloche différent de ceux et celles qui se lamentent, faute d'obtenir un de ces logements si convoités.

Une mise au point: je n'ai jamais manifesté d'enthousiasme particulier pour les HLM. Je me contente de faire écho à ceux et à celles qui y voient une amélioration de leur sort. En principe, ces personnes sont censées être chez elles, dans un HLM.

Il existe plusieurs maisons de ce type dont l'administration diffère sans doute d'un endroit à l'autre. Il en est même qui sont destinées uniquement aux personnes âgées. Celles-ci n'ont donc pas à se plaindre des enfants du voisinage. On rencontre aussi des gens que la vieillesse n'aigrit pas et que la vue des enfants réjouit. Je suis désolée de vous voir si malheureuse...

L'écrivain français Talleyrand (et les Turcs bien avant lui d'ailleurs) disait que «le café doit être sucré comme l'amour, noir comme l'enfer et fort comme la mort».

CUISINER

Pol Martin



Mini-pizza, fettuccini au poulet et à l'orange et crème au café

1. Mini-pizza

(pour 4 personnes)

4	fonds commerciaux de petites pizza
15 mL (1 c. à soupe)	d'huile végétale
1	oignon haché
1	piment vert haché
454 g (1 livre)	de boeuf haché
1	boîte de tomates de 796 mL (28 onces), égouttées et hachées
1	gousse d'ail, écrasée et hachée
125 mL (½ tasse)	de fromage mozzarella râpé
	sel et poivre

Préchauffer le four à 200°C (400° F)

- 1) Faire chauffer l'huile dans une sauteuse à feu moyen. Ajouter les oignons et les piments; faire cuire 3 minutes à feu moyen.
- 2) Ajouter la viande et l'ail; saler, poivrer. Bien mélanger et faire cuire 3 à 4 minutes.
- 3) Ajouter les tomates; mélanger de nouveau. Faire cuire 7 à 8 minutes à feu doux.
- 4) Ajouter 45 mL (3 c. à soupe) de fromage râpé pour lier le mélange. Remuer de nouveau et faire cuire 1 minute.
- 5) Étendre le mélange sur les mini-pizza. Faire cuire au four pendant 15 minutes.
- 6) 5 minutes avant la fin de la cuisson, parsemer le tout de fromage râpé. Servir.



2. Fettuccini au poulet et à l'orange

(pour 4 personnes)

1	paquet de fettuccini
15 mL (1 c. à soupe)	d'huile végétale
1½	poitrine de poulet, désossée, sans peau et coupée en dés
30 mL (2 c. à soupe)	de sauce soya
	jus d'une orange
	zeste d'une orange, cuit
15 mL (1 c. à soupe)	de gingembre haché
375 mL (1½ tasse)	de bouillon de boeuf chaud, très léger
15 mL (1 c. à soupe)	de fécule de maïs
30 mL (2 c. à soupe)	d'eau froide
	sel et poivre

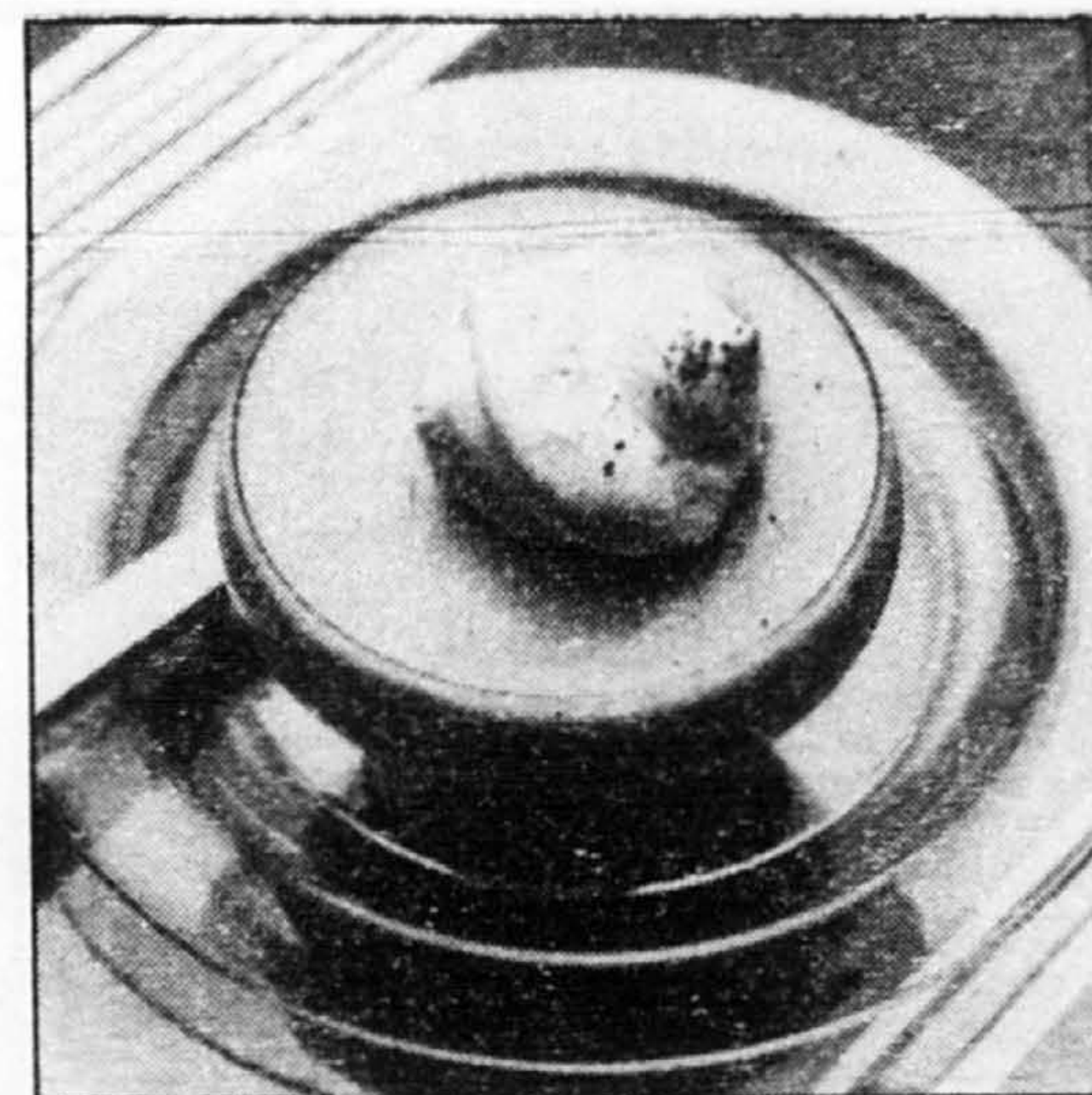
- 1) Faire cuire les pâtes selon le mode d'emploi sur l'emballage. Égoutter et mettre de côté.
- 2) Faire chauffer l'huile dans une sauteuse. Ajouter le poulet. Saler, poivrer et faire saisir 3 à 4 minutes.
- 3) Ajouter la sauce soya et le jus d'orange; mélanger et faire cuire 3 minutes.
- 4) Ajouter le gingembre et le bouillon de boeuf; faire mijoter à feu très doux 7 à 8 minutes selon la grosseur des morceaux de poulet.
- 5) Mélanger la fécule de maïs et l'eau froide. Incorporer le mélange à la sauce; amener le tout à ébullition.
- 6) Ajouter les zestes cuits; mélanger.
- 7) Verser la sauce sur les pâtes. Servir.

3. Crème au café

(pour 4 personnes)

1	enveloppe de gélatine
300 mL (1¼ tasse)	de café froid
150 mL (½ tasse)	de sucre
3	oeufs séparés
250 mL (1 tasse)	de crème à 35 p. cent

- 1) Mettre la gélatine dans 50 mL (¼ tasse) de café froid; faire chauffer à feu moyen pendant 2 minutes.
- 2) Retirer du feu. Ajouter le reste du café et le sucre. Mélanger et faire cuire le tout 2 minutes à feu doux.
- 3) Mettre les jaunes d'oeufs dans un bol et les mélanger avec un fouet de cuisine.
- 4) Incorporer les jaunes au mélange de café; remuer et faire cuire le tout à feu doux tout en mélangeant constamment jusqu'à ce que le mélange épaississe.
- 5) Dès que le mélange commence à épaissir, retirer la casserole du feu et laisser refroidir.
- 6) Mettre les blancs d'oeufs dans un bol; battre le tout avec un batteur électrique jusqu'à ce qu'ils forment des piques.
- 7) Incorporer les blancs au mélange avec un fouet de cuisine.
- 8) Fouetter la crème et l'incorporer au mélange avec un fouet.
- 9) Verser le tout dans des coupes de verre. Réfrigérer pendant 1 heure (si possible). Servir.





Ce que toute femme doit savoir sur les HOMMES
Joyce Brothers
Psychologue réputée, l'auteur fait le point des nouvelles relations qui, influencées par l'évolution des comportements sociaux, existent entre les hommes et les femmes.
272 pages



L'enfirouapé
Yves Beauchemin
L'histoire d'un gars qui, devenu révolutionnaire malgré lui, se venge de la société en enlevant un député. C'est la crise d'octobre...
260 pages

Des livres pour tous les goûts et tous les budgets

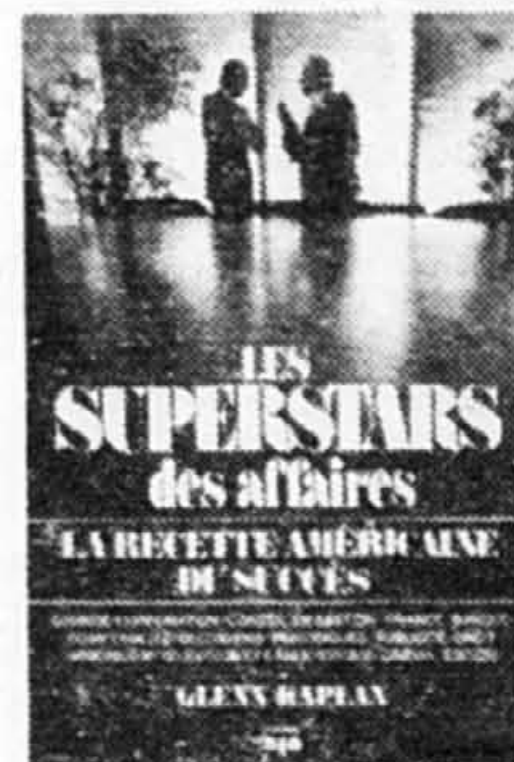
aux Éditions La Presse



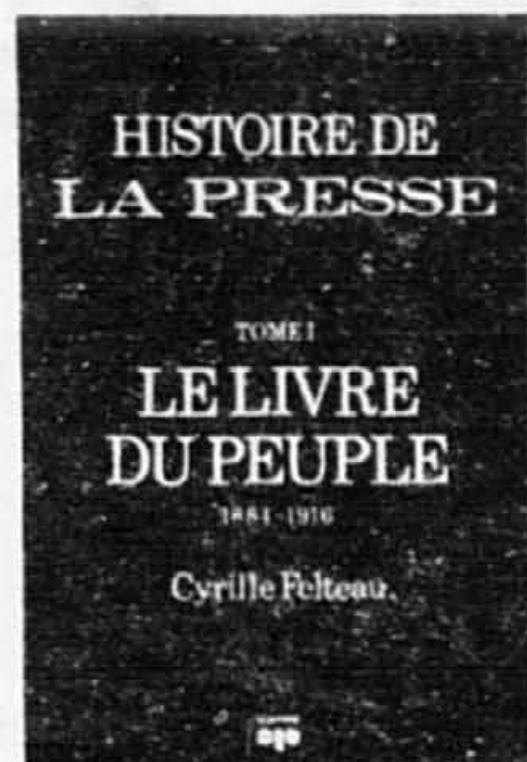
Le Guide du Québec
par un collectif d'experts en tourisme sous la direction de Michel-G. Tremblay
Tout ce qu'il faut savoir sur les régions touristiques du Québec. Comment s'y rendre, où se loger, se restaurer, les choses à voir et à faire.
432 pages, 62 photos, 18 cartes



Le Guide de l'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan
Pierre Bourgeois
A la fois simple et captivant, ce guide vous donne un avant-goût des plaisirs qui vous attendent, quel que soit l'itinéraire choisi.
344 pages, nombreuses photos et cartes



Les superstars des affaires
La recette américaine du succès
Glenn Kaplan
Un document de première valeur pour qui désire comprendre ce que veulent dire les mots TRAVAIL — AMBITION — SUCCÈS.
424 pages



Histoire de la Presse
Cyrille Felteau
TOME I
LE LIVRE DU PEUPLE
De la naissance de LA PRESSE à la mort de celui qui en fit le plus grand quotidien français d'Amérique.
Nombreuses illustrations, 406 pages



Souvenances Tome I
Georges-Henri Lévesque, o.p.
En entretiens avec le père Simon Jutras, o.p., le fondateur de la faculté des Sciences sociales de l'Université Laval raconte sa vie d'«homme d'action lucide».
376 pages



Scandale à Hollywood
David McClintock
L'histoire du plus grand scandale et de la lutte pour le pouvoir la plus amère de l'histoire de Hollywood.
512 pages



Vivre mieux et plus longtemps
Durk Pearson et Sandy Shaw
Une méthode scientifique et pratique pour prolonger sa vie.
684 pages



L'homme informatisé
Yves Leclerc
Écrit dans un langage simple et compréhensible par un spécialiste de la question.
Nombreuses photos, 208 pages



Le paradis retrouvé
ANTICOSTI
Donald Mackay
L'histoire de l'île la plus étrange du monde... Nombreuses illustrations dont 16 pages-couleurs inédites.
192 pages



À la table de Serge Bruyère
Un atout formidable et un enseignement précieux pour toute personne qui s'intéresse à la bonne cuisine.
176 pages



La fine cuisine italienne
Pasquale Carpino et Judith Drynan
Plus de 300 recettes clairement expliquées et faciles à réussir.
240 pages, couverture souple.



La cuisine facile
Pol Martin
En quinze chapitres, il expose ses secrets de la préparation et les méthodes les plus faciles pour réaliser les plats les plus divers.
160 pages en couleurs
Couverture souple



Micro-Ondes
Pol Martin
En plus d'expliquer ce qu'est le four micro-ondes, Pol Martin détaille dans ce nouvel ouvrage la préparation de 120 recettes qu'il a toutes éprouvées lui-même.
156 pages
Livre cartonné de luxe



Cuisson Micro-ondes
Cuisine Internationale
Ce très beau livre, abondamment illustré de planches couleurs et de dessins, comprend des menus pour toutes occasions exécutés en un temps record.
192 pages couverture cartonnée-spirale



Les Plouffe
Roger Lemelin
Ce roman, qui a fait l'objet d'une série télévisée et d'un film grandiose, évoque chez nous des résonances toutes particulières.
295 pages



Un tour de France canadien
Un répertoire descriptif des lieux d'où sont partis les ancêtres français pour venir faire souche au Canada. Indispensable à tous ceux et celles qui projettent un voyage en France.
400 pages/nombreuses photos en couleurs et cartes géographiques

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉS DE LA PRESSE 20% DE RÉDUCTION

BON DE COMMANDE

Veuillez me faire parvenir le(s) livre(s) indiqué(s) par un crochet:

	Prix régulier	Prix abonnés de LA PRESSE
() Ce que toute femme doit savoir (689)	17,95\$	14,35\$
() L'enfirouapé (267)	10,95\$	8,80\$
() Le guide du Québec (693)	9,95\$	7,95\$
() Le guide de l'Ontario (506)	9,95\$	7,95\$
() Les superstars des affaires (737)	24,95\$	19,95\$
() Histoire de LA PRESSE Tome I (730)	14,95\$	11,95\$
() Souvenances Tome I (732)	14,95\$	11,95\$
() Scandale à Hollywood (712)	17,95\$	14,35\$
() Vivre mieux et plus longtemps (707)	19,95\$	15,95\$
() L'homme informatisé (639)	9,95\$	7,95\$
() Anticosti (622)	14,95\$	11,95\$
() À la table de Serge Bruyère (757)	12,95\$	10,35\$
() La fine cuisine italienne (574)	14,95\$	11,95\$
() La cuisine facile (592)	14,95\$	11,95\$
() Micro-ondes de Pol Martin (735)	19,95\$	15,95\$
() Cuisson micro-ondes Internationale (983)	19,95\$	15,95\$
() Les Plouffe (718)	9,95\$	7,95\$
() Un tour de France canadien (643)	9,95\$	7,95\$
() Le guide Jean Pagé de la chasse (683)	14,95\$	11,95\$
() Les meilleures recettes du Québec (982)	8,95\$	7,15\$

IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou mandat payable aux Éditions La Presse. Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.

M/ Card ☐
VISA ☐ No. ☐
No d'abonné(e) de LA PRESSE.....

À retourner aux:

Éditions La Presse, Ltée
7, rue St-Jacques, Montréal, Québec
H2Y 1K9

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

PROVINCE.....

CODE POSTAL.....

TÉL.....

TOTAL ci-joint.....
(plus 1\$ pour frais de poste et manutention)



«Le guide Jean Pagé de la chasse au Québec»
Conçu par l'un des plus grands experts au Québec, ce guide est un ouvrage de référence indispensable à tout chasseur québécois.
384 pages illustrées

AEC Membre de l'Association des éditeurs canadiens



Les meilleures recettes du Québec
Mirelle Beaulieu
Plus qu'un livre de cuisine ordinaire, ce livre constitue un recueil de nos plats traditionnels tels que les cretons, le six-pâtes, la gibelotte, pour n'en nommer que quelques-uns.
143 pages, 16 photos en couleurs